

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

[E CONFIDENTIAL]  
R/WG APR 2009

UNARCHIVES

SERIES 5-1062

BOX 9

FILE 1

ACC. 1998/0282

Goma, 16 Aug 94

TO: FO

FROM: Liaison Team Goma

SUBJECT: DIFFERENT REQUESTS FOR INFORMATION FOR FRENCH-LED COALITION FORCE:

1. Deployment of GhanBat in the humanitarian protected zone:

According to French LO, GhanBat is already deployed in the humanitarian protected zone, but 1 company is still missing. French forces want to have confirmed, that GhanBat will take over in this present strength the responsibility over this zone from French-led coalition force with effect of tomorrow, 17 Aug 94.

2. Deployment of Ethiopian Battalion:

French forces want to be informed about the present strength of Ethiopian forces in Kigali, their final strength in which the battalion will be deployed in Cyangugu (number of units and strength), and the date of the deployment.

3. Visit of EC to Goma on 17 Aug 94:

French forces want to know:

- composition of the delegation.
- proposal for meeting time with Gen Lafourcade, governor of Goma and local military commander.
- departure time of the delegation from Goma.

4. An urgent response is requested.

GOMA LE 8 AOUT 1994

FM : GENERAL. LAFOURCADE

TO : GENERAL. DALLAIRE

OBJET : RELEVÉ SUR LA ZONE HUMANITAIRE SURE.

1- Afin de créer les conditions d'une relève progressive des forces sur la ZHS qui tiennent compte de la mise en place échelonnée des unités de la MINUAR, j'ai l'honneur de vous proposer le calendrier suivant :

*secteur 4A*  
- **ZONE 4A** : passage du ~~GHANBATT~~ sous contrôle opérationnel de la MINUAR à compter du 17 AOUT 1994 à 8 heures B.

*le secteur 4B*  
- **ZONE 4B** : passage du Bataillon africain sous contrôle opérationnel de la MINUAR à compter du 21 AOUT à 12 heures B, date à laquelle l'ensemble de ses équipements ONU auront rejoint la zone;

*secteur 4C*  
**ZONE 4C** : passage du bataillon éthiopien sous contrôle opérationnel de la MINUAR le 21 AOUT à 12 heures B en souhaitant une mise en place de ce bataillon dès le 18 AOUT.

2- Dans le but d'assurer une coordination optimale de nos actions pendant cette phase délicate et décisive, je vous propose de maintenir sur les zones 4A et 4B des détachements de liaison TURQUOISE qui pourraient être engagés dans les conditions suivantes :

- ZONE 4A : 2 équipes de liaison jusqu'au 20 AOUT 8 heures B.

- ZONE 4B : 2 équipes de liaison jusqu'au 21 AOUT 8 heures B.

3- J'espère que ces mesures, dont l'objectif vise au succès de cette relève, obtiendront votre agrément. Je suis tout disposé à prendre en compte toute remarque ou suggestion.

4- Compte tenu des incertitudes qui pèsent sur la date de déploiement du bataillon éthiopien en zone 4C, et de la nécessité pour la force TURQUOISE de se désengager le 22 Août, conformément au mandat de l'ONU, je vous saurais gré de bien vouloir me faire connaître les solutions que vous envisagez. Celles-ci pourraient être soit élaborées par la MINUAR avec ses moyens propres, soit proposées aux instances des Nations Unies à New-York.

②  
A/COO  
This is urgent  
I told the French  
to do so.

①  
D/COO  
8/0

17  
Aout

FM - GENERAL LAFOURCADE

GOMA LE 8 AOUT 1994

TO - GENERAL DALLAIRE

OBJET :ACHEMINEMENT DE VEHICULES SUR LA ZHS .

- 1 - A partir du 13 AOUT , une cinquantaine de véhicules seront mis en place à GOMA au profit du bataillon africain déployé en ZHS .
- 2- Afin de livrer au plus vite ces matériels , je souhaite les mettre en place en zone 4B par la voie routière , en utilisant la route GOMA-GISENYI-KIBUYE .
- 3- Ce transit pourrait s'effectuer avec escorte ou guidage de la MINUAR .
- 4- Les véhicules seront peints en blanc
- 5- Tous les conducteurs et passagers seront des personnels appartenant au bataillon africain.
- 6- Je vous demande de solliciter l'accord des autorités de KIGALI .

LE GENERAL LAFOURCADE  
COMMANDANT L'OPERATION TURQUOISE  
PO  
LE COLONEL CANOVAS  
CHEF DES DL/PCIAT



COPIES

CEM  
S/CHEF LOG  
CHEF OPS

**Opération Turquoise**  
**PC/AT**  
**Bureau Renseignement**  
**LCL (TA) LEBEL**

Goma, le 7 août 1994

**FICHE**

②  
DTC  
Plat seems with  
4/100 on new G-2  
parallel structure. This  
info should be passed  
to Chantall and Ethiohath.  
DTC  
3/8

**Objet :** Evaluation des menaces en provenance des frontières zaïroises, burundaises ou en ZHS.

**Référence :** Demande du DL KIGALI du 06.10.30B

Les modes d'action à redouter pourraient être les suivants :

**1) Frontière ZAIROISE :**

- Nord KIVU : - Infiltrations d'éléments armés à travers le massif des VIRUNGA.

- Sud KIVU

- Infiltrations par voie lacustre à partir de l'île IJWI.  
- Infiltrations d'éléments venus des camps de réfugiés dans

la vallée de la RUZIZI.

actuellement aucune de ces menaces n'a été constatée.  
Elles n'ont donc que potentielles.

**2) Frontière BURUNDAISE:**

- Frontière bouclée par l'armée Burundaise (90% Tutsi). Menace très limitée, tant que le Burundi restera stable, compte tenu de la collaboration FPR - FAB pour lutter contre les bandes armées.

**3) Eléments incontrôlés en ZHS:**

- Reconstitution de bandes armées qui profiteraient de l'absence de forces de l'ordre et récupérerait des armes cachées.

Ces bandes pourraient entreprendre des raids dans la région de BUGARAMA - GISHOMA - zone Sud CYANGUGU, puis ultérieurement, chercher à créer des maquis en forêt de NYUNGWE dont les modes d'action pourraient être :

- pose de mines sur les axes,
- assassinats de personnes,
- attaques de villages.

4) En zone FPR, éventuellement :

- Actions ponctuelles d'éléments résiduels en forêt de GISHWATI, de MUKURA et de la vallée du NYABARONGO au Nord GITARAMA.

A compter de la prise en compte des secteurs respectifs par la MINUAR, la principale menace, en particulier en ZHS, pourrait être l'assassinat des cadres du FPR qui vont venir mettre en place la nouvelle administration.

Label

**Opération Turquoise**  
**PCIAT**  
**Bureau Renseignement**  
**LCL (TA) LEBEL**

Goma, le 7 août 1994

## FICHE

**Objet :** Evaluation des menaces en provenance des frontières zaïroises, burundaises ou en ZHS.

**Référence :** Demande du DL KIGALI du 06.10.30B

Les modes d'action à redouter pourraient être les suivants :

### 1) Frontière ZAÏROISE :

- Nord KIVU : - Infiltrations d'éléments armés à travers le massif des VIRUNGA.

- Sud KIVU - Infiltrations par voie lacustre à partir de l'île IJWI.  
 - Infiltrations d'éléments venus des camps de réfugiés dans la vallée de la RUZIZI.

*actuellement aucune de ces menaces n'a été constatée.  
 Elles n'ont donc que potentielles.*

### 2) Frontière BURUNDAISE:

- Frontière bouclée par l'armée Burundaise (90% Tutsi). Menace très limitée, tant que le Burundi restera stable, compte tenu de la collaboration FPR - FAB pour lutter contre les bandes armées.

### 3) Eléments incontrôlés en ZHS:

- Reconstitution de bandes armées qui profiteraient de l'absence de forces de l'ordre et récupéreraient des armes cachées.

Ces bandes pourraient entreprendre des raids dans la région de BUGARAMA - GISHOMA - zone Sud CYANGUGU, puis ultérieurement, chercher à créer des maquis en forêt de NYUNGWE dont les modes d'action pourraient être :

- pose de mines sur les axes,
- assassinat de personnalités,
- attroupement de réfugiés.

4) En zone FPR, éventuellement :

- Actions ponctuelles d'éléments résiduels en forêt de GISHWATI, de MUKURA et de la vallée du NYABARONGO au Nord GITARAMA.

A compter de la prise en compte des secteurs respectifs par la MINUAR, la principale menace, en particulier en ZHS, pourrait être l'assassinat des cadres du FPR qui vont venir mettre en place la nouvelle administration.

Label



**Opération Turquoise**  
**PCIAT**  
**Bureau Renseignement**  
**LCL (TA) LEBEL**

Goma, le 7 août 1994

## FICHE

**Objet :** Evaluation des menaces en provenance des frontières zaïroises, burundaises ou en ZHS.

**Référence :** Demande du DL KIGALI du 06.10.30B

Les modes d'action à redouter pourraient être les suivants :

### 1) Frontière ZAIROISE :

- Nord KIVU : - Infiltrations d'éléments armés à travers le massif des VIRUNGA.

- Sud KIVU - Infiltrations par voie lacustre à partir de l'île IJWI.  
 - Infiltrations d'éléments venus des camps de réfugiés dans la vallée de la RUZIZI.

*actuellement aucun de ces menaces n'a été constatée.  
 Elles n'ont donc que potentielles.*

### 2) Frontière BURUNDAISE:

- Frontière bouclée par l'armée Burundaise (90% Tutsi). Menace très limitée, tant que le Burundi restera stable, compte tenu de la collaboration FPR - FAB pour lutter contre les bandes armées.

### 3) Eléments incontrôlés en ZHS:

- Reconstitution de bandes armées qui profiteraient de l'absence de forces de l'ordre et récupéreraient des armes cachées.

Ces bandes pourraient entreprendre des raids dans la région de BUGARAMA - GISHOMA - zone Sud CYANGUGU, puis ultérieurement, chercher à créer des maquis en forêt de NYUNGWE dont les modes d'action pourraient être :

- pose de mines sur les axes,
- assassinats de personnalités,
- attaques de dépôts de munitions.

**4) En zone FPR, éventuellement :**

- Actions ponctuelles d'éléments résiduels en forêt de GISHWATI, de MUKURA et de la vallée du NYABARONGO au Nord GITARAMA.

A compter de la prise en compte des secteurs respectifs par la MINUAR, la principale menace, en particulier en ZHS, pourrait être l'assassinat des cadres du FPR qui vont venir mettre en place la nouvelle administration.

Label

NOM

SIGNATURE

FONCTION

Colonel

Ch. A. A. A.

TRANSLATION

Turquoise Operation  
PCIAT  
Bureau Renseignement  
LCL (TA) LEBEL

Goma, August 7, 1994

REGISTERED

Subject: Evaluation of threats coming from zairian, burundian or from HSZ.

Reference: Request from DL KIGALI of 06.10.30B

The Types of action to fear could be the following:

1) Border of ZAIRE:

- From Northern KIVU: Infiltrations of armed elements throughout the VIRUNGA mountains.
- From Southern KIVU: Infiltration across the Kivu lake from IJWI island.

Infiltrations of elements coming from the refuges camps in the RUZIZI valey. For the time being none of the threats have not yet been put in execution; they remain on the potential stand.

2) Border of BURUNDI:

-This border is controlled by the Burundi army (90%) Tutsi. Very limited threats, as far as the Burundi stay stable, taking in account the FPR - FAB in fighting armed groups.

3) Uncontrolled Elements in HSZ.

- Restoration of armed groups trying to recover hidden weapons and taking advantage of the lack of the security agents in the area.

Those armed groups could undertake strikes in the BUGARAMA region-BUGARAMA - GISHOMA - southern zone of CYANGUGU, and may be try to create maquis actions in the NYUNGWE forest which could be actions of the following types:

- Placing of mines on roads.
- VIP assassinations
- Strike on NGOs warehouses.

4) In RPF controlled zone eventually:

- Punctual actions by hiding elements in the forests of GISHWATI, MUKURA and in the NYABARONGO valey in the Northern GITARAMA.

Starting from the taking over of the sectors by the UNAMIR, the main threat, especially in the HSZ, could be the assassination of RPF authorities who are going to set up the new administrative system.

Undersigned: I LEBEL.

FROM : DL KIGALI  
TO : MINUAR

GDH : 08.08.30 B

Objet : demande de rendez-vous téléphonique de Mr Fidèle UWIZEYE au 1° Ministre .

Mr Fidèle UWIZEYE a contacté le colonel SARTRE pour que celui-ci intervienne auprès des autorités de Kigali , via le détachement de liaison , afin que le 1° Ministre veuille bien lui accorder un rendez-vous téléphonique .

L'intéressé a appris qu'il était sur la liste des coupables de massacres et il tient à s'en défendre . Il est à noter qu'il est du même parti que le 1° Ministre , raison pour laquelle il désire s'entretenir avec ce dernier .

Les troupes françaises sur place appuient cette demande et tiennent à insister sur le rôle déterminant de Mr UWIZEYE au sein de la ZHS .

Ce rendez-vous , s'il est accepté , pourrait se faire avec les moyens de liaison de la force Turquoise à une date fixée par le 1° Ministre .

Signé : LCL GIRAUD  
CHEF DL KIGALI



②  
Monsieur le  
Premier Ministre  
Pour votre connaissance  
DL  
P/ce  
2/3

FROM : LCL GIRAUD CLO TURQUOISE

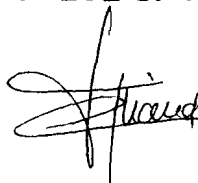
Kigali , le 5 août 1994

TO : MINUAR

Objet : rencontre politique .

Monsieur Augustin KARARA , ancien député et président actuel d'un comité administratif à KIBUYE , désirerait rencontrer des Ministres du nouveau gouvernement pour traiter de la réintégration de la préfecture de KIBUYE dans la nouvelle administration .

Signé : LCL GIRAUD



②  
SLS  
Do you wish us  
to get involved now  
than simply waiting  
security for the  
time & as for with  
over the zone, a political  
military presence is needed  
I believe. 5/2

**MISSION PERMANENTE DE LA FRANCE  
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Copy to: HA(DT)/JmGB/Hm  
Central  
NEW YORK, 5 August 1994

**TELECOPIE**

<b>Expéditeur</b> From	<b>MR HERVE LADSOUS,</b> CHARGE D'AFFAIRES A.I.	<b>NUMERO DE FAX</b> 19 1 212 421 68 89
---------------------------	--	--

<b>Destinataire(s)</b> To	<b>UN/DOMP</b>	<b>NUMERO DE FAX</b>
<b>Pour</b>	<b>MR KOFI ANNAN</b>	<b>963 92 22</b>

<b>Objet</b> Subject	<b>RWANDA - RELEVÉ DES TROUPES FRANÇAISES EN ZONE HUMANITAIRE SURE.</b>	
<b>Référence(s)</b>	<b>COMMUNICATION TELEPHONIQUE DE CE JOUR.</b>	
<b>Nombre de pages y compris celle-ci :</b>	<b>1</b>	

**Texte**

SUITE A NOTRE CONSERVATION TELEPHONIQUE, JE VOUS PRIE DE BIEN VOULOIR TROUVER CI-APRES LE DETAIL DES MESURES QUI ONT ETE ARRETEES EN CONCERTATION AVEC LA MINUAR POUR LA RELEVÉ DES TROUPES FRANÇAISES EN ZONE HUMANITAIRE SURE.

**- DANS LE DISTRICT DE GIKONGORO :**

UNE DEUXIEME COMPAGNIE GHANEENNE SE DEPLOIE LE 4 AOUT. A L'ISSUE D'UNE PHASE DE TRANSITION, UNE PARTIE DES FORCES FRANÇAISES PRESENTES DANS CE SECTEUR LE QUITTERONT LE 8 AOUT. UNE TROISIEME COMPAGNIE GHANEENNE EST ATTENDUE LE 14 AOUT, CE QUI PORTERAIT LE TOTAL DES EFFECTIFS GHANEENS DANS CETTE ZONE A ENVIRON 600 HOMMES. LE RESTE DES FORCES FRANÇAISES SE RETIRA LE 17 AOUT. UNE COMPAGNIE TCHADIENNE SE DEPLOIERA DANS LA PARTIE NORD DU DISTRICT DE GIKONGORO.

**- DANS LE DISTRICT DE KIBUYE :**

LE CONTINGENT INTER-AFRICAIN (EFFECTIF DE 500 HOMMES) QUI S'Y TROUVE AUJOURD'HUI DEMEURERA SUR ZONE. NOS FORCES SE RETIRERONT DE CE SECTEUR ENTRE LE 11 ET LE 15 AOUT.

**- DISTRICT DE CYANGUGU :**

NOUS COMPTONS SUR LE DEPLOIEMENT DU BATAILLON ETHIOPIEN DANS CE SECTEUR AVANT LE 21 AOUT. CE QUI SIGNIFIE QUE LES MODALITES DE TRANSPORT SOIENT ACCELEREES.

JE VOUS PRIE DE CROIRE, MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT, A L'ASSURANCE DE MA HAUTE CONSIDERATION.

245 East 47th Street 44th Floor - NEW YORK, NY 10017  
Tph. (212) 308 5700 - Fax. (212) 421 6889

MISSION PERMANENTE DE LA FRANCE  
AUPRES DES NATIONS UNIES

Copy to: HA(DT)/JmGB/Hm  
Central  
NEW YORK, 5 August 1994

TELECOPIE

(F) DP Turquoise

Expéditeur From	MR HERVE LADSOUS, CHARGE D'AFFAIRES A.I.	NUMERO DE FAX 19 1 212 421 68 89
--------------------	---	-------------------------------------

Destinataire(s) To	UN/DOMP	NUMERO DE FAX
Pour	MR KOFI ANNAN	963 92 22

Objet Subject	RWANDA - RELEVÉ DES TROUPES FRANÇAISES EN ZONE HUMANITAIRE SURE.	
Référence(s)	COMMUNICATION TELEPHONIQUE DE CE JOUR.	
Nombre de pages y compris celle-ci :	1	

Texte

SUITE A NOTRE CONSERVATION TELEPHONIQUE, JE VOUS PRIE DE BIEN VOULOIR TROUVER CI-APRES LE DETAIL DES MESURES QUI ONT ETE ARRETEES EN CONCERTATION AVEC LA MINUAR POUR LA RELEVÉ DES TROUPES FRANÇAISES EN ZONE HUMANITAIRE SURE.

- DANS LE DISTRICT DE GIKONGORO :

UNE DEUXIEME COMPAGNIE GHANEENNE SE DEPLOIE LE 4 AOUT. A L'ISSUE D'UNE PHASE DE TRANSITION, UNE PARTIE DES FORCES FRANÇAISES PRESENTES DANS CE SECTEUR LE QUITTERONT LE 8 AOUT. UNE TROISIEME COMPAGNIE GHANEENNE EST ATTENDUE LE 14 AOUT, CE QUI PORTERAIT LE TOTAL DES EFFECTIFS GHANEENS DANS CETTE ZONE A ENVIRON 600 HOMMES. LE RESTE DES FORCES FRANÇAISES SE RETIRA LE 17 AOUT. UNE COMPAGNIE TCHADIENNE SE DEPLOIERA DANS LA PARTIE NORD DU DISTRICT DE GIKONGORO.

- DANS LE DISTRICT DE KIBUYE :

LE CONTINGENT INTER-AFRICAIN (EFFECTIF DE 500 HOMMES) QUI S'Y TROUVE AUJOURD'HUI DEMEURERA SUR ZONE. NOS FORCES SE RETIRERONT DE CE SECTEUR ENTRE LE 11 ET LE 15 AOUT.

- DISTRICT DE CYANGUGU :

\* NOUS COMPTONS SUR LE DEPLOIEMENT DU BATAILLON ETHIOPIEN DANS CE SECTEUR AVANT LE 21 AOUT. CE QUI SIGNIFIE QUE LES MODALITES DE TRANSPORT SOIENT ACCELEREES.

JE VOUS PRIE DE CROIRE, MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT, A L'ASSURANCE DE MA HAUTE CONSIDERATION.



HA  
IR

Distr.  
GENERAL

S/1994/933  
4 August 1994

ORIGINAL: FRENCH

LETTER DATED 4 AUGUST 1994 FROM THE CHARGE D'AFFAIRES A.I. OF THE  
PERMANENT MISSION OF FRANCE TO THE UNITED NATIONS ADDRESSED TO  
THE SECRETARY-GENERAL

~~Monsieur le Secrétaire général,~~

Vous voudrez bien trouver ci-joint, en application du paragraphe 10 de  
la résolution 929 (1994) du 22 juin 1994, le second rapport sur le déroulement de  
l'opération "Turquoise" qui couvre la période du 10 au 25 juillet 1994.

Je vous serais reconnaissant de faire diffuser cette lettre, ainsi que  
l'annexe jointe, comme document officiel du Conseil de Sécurité.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de ma plus  
haute considération.



Hervé LADSOU  
Représentant permanent adjoint  
Chargé d'Affaires a. i.

Son Excellence  
M. Boutros BOUTROS-GHALI  
Secrétaire général de  
l'Organisation des Nations Unies  
Secrétariat des Nations Unies  
Bureau S-3800

Annexe

**OPERATION "TURQUOISE"**

**Evolution de situation du 10 au 25 juillet 1994**

**1. Dispositif**

L'opération "Turquoise" est placée sous les ordres du Général Lafourcade, qui dispose d'un Poste de commandement interarmées de théâtre (PCIAT) implanté à Goma et relié au Centre opérationnel interarmées de Paris.

Le dispositif comprend les éléments suivants :

- a) un sous-groupement de forces NORD de 3 unités de combat à Kibuye ;
- b) un sous-groupement de forces SUD de 2 unités de combat à Cyanguu ;
- c) un sous-groupement spécialisé à Gikongoro ;
- d) un déploiement d'avions de combat à Kisangani ;
- e) trois bases de transit à Bangui, Libreville et Douala.

L'effectif atteignait, à la date du 25 juillet, 2 555 militaires français et 339 Africains (243 Sénégalais - 10 Mauritaniens - 7 Egyptiens - 44 Tchadiens - 35 Guinéens-Bissau).

**2. Composition de la force**

**A - Eléments français**

**2.1. Moyens interarmées**

- a) un poste de commandement interarmées (PCIAT - effectif : 305) ;
- b) un élément militaire médical d'intervention rapide (EMMIR - effectif : 46) et un élément BIOFORCE (effectif : 18) ;
- c) un détachement spécialisé disposant de 5 hélicoptères (effectif : 220) ;
- d) trois détachements du Service des essences des armées (effectif : 35).

**2.2. Moyens de l'armée de l'air et de la Marine nationale**

- a) un élément de 4 MIRAGE F1CR, 4 MIRAGE F1CT, 1 ATLANTIC, 2 C135FR, 2 CASA 235, 6 avions cargo tactiques (C 310, C 160), 2 hélicoptères SA 330 (SAR).

L'effectif total est de 348.

### 2.3. Moyens de l'armée de terre

- a) quatre compagnies d'infanterie motorisée (effectif : 580) ;
- b) un escadron d'automitralleuses légères de 12 véhicules (effectif : 130) ;
- c) deux sections de mortiers lourds, 1 à 6 pièces et 1 à 4 pièces (effectif : 115) ;
- d) une section de Génie (effectif : 25) ;
- e) un bataillon de soutien logistique (effectif : 450) ;
- f) un détachement de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT) disposant de 3 hélicoptères PUMA (effectif : 60) et de 3 GAZELLES ;
- g) deux états-majors tactiques (effectif : 62) ;
- h) une compagnie de commandement et des services (effectif : 150).

### 2.4. Moyens de la Gendarmerie nationale

- a) un détachement prévôtal (effectif : 10).

### B - Eléments africains

- a) deux compagnies d'infanterie sénégalaise (effectif : 243) ;
- b) une section tchadienne (effectif : 44) ;
- c) une section bissau-guinéenne (effectif : 35) ;
- d) un détachement médical mauritanien (effectif : 10) ;
- e) des observateurs égyptiens (effectif : 7).

Depuis le 25 juillet, d'autres éléments fournis par plusieurs pays d'Afrique ont été intégrés à la force (86 Tchadiens - 43 Nigériens - 45 Congolais).

## 3. Déploiement et actions menées

Après la phase initiale, le déploiement de la force "Turquoise" sur le territoire rwandais s'est stabilisé depuis le 9 juillet dans les districts de Kibuye, Cyangugu et Gikongoro formant la Zone Humanitaire Sûre. Les unités africaines sont intégrées au dispositif au fur et à mesure de leur arrivée.

Les actions menées par la force "Turquoise" ont été les suivantes : reconnaissance, sécurisation de la zone, aide aux personnes déplacées, extraction de personnes menacées.

Hormis quelques incidents sans gravité, essentiellement dus à des divergences maintenant résolues sur le tracé de la zone avec les forces du FPR aux limites de la Zone Humanitaire Sûre (ZHS) autour du 15 juillet, l'action de la force "Turquoise" a pris principalement un caractère d'aide aux réfugiés en raison de l'évolution dramatique de la situation ; ramassage et inhumation des corps des victimes d'épidémie ou de dénutrition, transport et distribution d'eau et de vivres tant au Zaïre (Goma, Bukavu), qu'en ZHS.

Les missions de sécurisation se poursuivent toutefois en raison de la présence de pillards en bordure de la zone.

#### 4. Evaluation de la situation

Après la prise de Butare le 4 juillet, le FPR s'est rendu successivement maître de Ruhengeri le 13 et de Gisenyi le 17, avant d'atteindre la frontière zaïroise à Goma le 18.

Les Forces armées rwandaises (FAR) ont fui au Zaïre pour la plupart directement par Goma, en commettant quelques exactions au passage. Celles qui ont transité par la ZHS - et se sont dirigées vers Bukavu au Zaïre - ou qui s'y trouvaient lors du déploiement de "Turquoise" ont accepté de rendre leurs armes.

Pour leur part, devant la progression des combats, les populations du nord et du centre du pays se sont dirigées en masse vers le Zaïre (environ 1,2 million de réfugiés) et la ZHS (plus de 1,5 million).

Les foules de cet exode non contrôlé sont ravagées par l'épidémie de choléra (à Goma), l'épuisement et la malnutrition dans certains camps du Zaïre et aussi de la ZHS.

Malgré des secours prodigués par la Force "Turquoise" et les organisations humanitaires, l'aide est insuffisante en volume faute de moyens, mais aussi par manque de coordination entre les ONG.

Depuis le 21, près de 100 000 déplacés, installés dans les régions de Kibuye et Musange, ont quitté la ZHS ; tandis qu'environ 10 000 réfugiés étaient rentrés de Goma à la date du 25 juillet. Ce flux venant de Goma a augmenté depuis lors. On constate dans la période récente que certains déplacés refluent vers la ZHS.

#### 5. Actions humanitaires entreprises

##### 5.1. Situation générale

Les réfugiés de la zone de Goma (près d'1 million) sont dans une situation catastrophique faute d'eau potable et de nourriture. Epuisement et choléra produisent des ravages, malgré les secours d'urgence mis en place par la France et d'autres intervenants depuis quelques jours.

En ZHS, les populations (2 millions) se stabilisent grâce à l'arrivée de l'aide humanitaire qui demeure néanmoins insuffisante. La stabilité y est précaire, mais une tendance timide au retour vers l'est est perceptible.

L'action humanitaire de "Turquoise" permet de parer au plus pressé avec les moyens disponibles. Mais l'action menée ne pourra pallier le désastre humanitaire que lorsque l'aide internationale - très attendue - produira pleinement ses effets.

##### 5.2. Actions humanitaires

Le bilan suivant peut être dressé :

- a) liaisons avec l'UEO pour exprimer les besoins ;
- b) accueil et distribution de 340 tonnes d'aide gouvernementale (cf. tableau) ;

- 5 -
- c) évacuation de plus de 2 800 personnes (cf. tableau) ;
  - d) aide médicale à Goma et Cyangugu (cf. tableau) ;
  - e) coordination des flux aériens sur l'aéroport de Goma ;
  - f) gestion du pont aérien à partir du centre opérationnel interarmées les 20 et 21 juillet ;
  - g) distribution d'eau (~ 100 m<sup>3</sup>/jour) dans les camps et dans les orphelinats de la zone de Goma ;
  - h) travaux de Génie (terrassement, creusement de fosses communes) ;
  - i) sensibilisation des populations par largage de tracts (joint) ;
  - j) coordination de l'activité humanitaire avec les ONG et le DAH (Division des Affaires Humanitaires) ;
  - k) aide ponctuelle et quotidienne des ONG manquant cruellement de moyens de transport, d'eau, de médicaments, de vivres, ... ;
  - l) mise en place d'une "bioforce" destinée à étudier les mesures prophylactiques de nature à enrayer les épidémies.

### 5.3. Droits de l'homme

Des exactions ont été relevées dans la ZHS, malgré l'apaisement relatif. Des violations flagrantes des droits de l'homme ont été constatées par les soldats français ou ont fait l'objet de témoignages des populations civiles (adultes et enfants).

Toutes ces informations, collectées sur le terrain, sont en cours de recensement à la cellule humanitaire de Goma, en vue de leur transmission prochaine à la Commission d'experts créée par la résolution 935 du 1er juillet 1994.

## 6. Appréciations sur le déroulement de l'opération

Engagée conformément à la résolution 929 de l'ONU, l'opération "Turquoise" a réalisé, sans difficultés majeures, la sécurisation de la zone qui lui avait été attribuée.

Sur le plan humanitaire, en revanche, le dispositif "Turquoise" n'est pas dimensionné pour faire face à l'afflux massif de réfugiés, tant en ZHS que sur le territoire zaïrois. En raison du délai de réaction des organismes internationaux et des ONG, la situation sur le plan humanitaire a pris un caractère catastrophique (manque d'eau et de nourriture, dysenterie et choléra).

L'arrivée de l'aide massive, qui s'annonce enfin, se heurte à des difficultés de distribution dues à la faiblesse des infrastructures aéroportuaires et routières.

Le désengagement des forces françaises vient de débiter et la relève du dispositif "Turquoise", par les forces de la MINUAR II, a commencé dans le secteur de Gikongoro.

EMA/COIA



BANGUI

850 KM

KISANGANI

344

500 Km

ZAIRE

## DEPLOIEMENT TURQUOISE

**EN DATE DU : 25 JUILLET 94**

- RWANDA : 1.445

(dont participation étrangère : 338)

- ZAIRE : 1.449

(dont participation étrangère : 1)

**TOTAL (dont participation étrangère : 339) : 2.894**

BUKAVU

21

CYANGUGU

443

(dont 10  
Mauritaniens-  
3 Egyptiens-  
44 Tchadiens)

1.084  
(dont 1 Egyptien)

GOMA

RUHENGE

LAC  
KIVU

GISENYI

KIBUYE

802

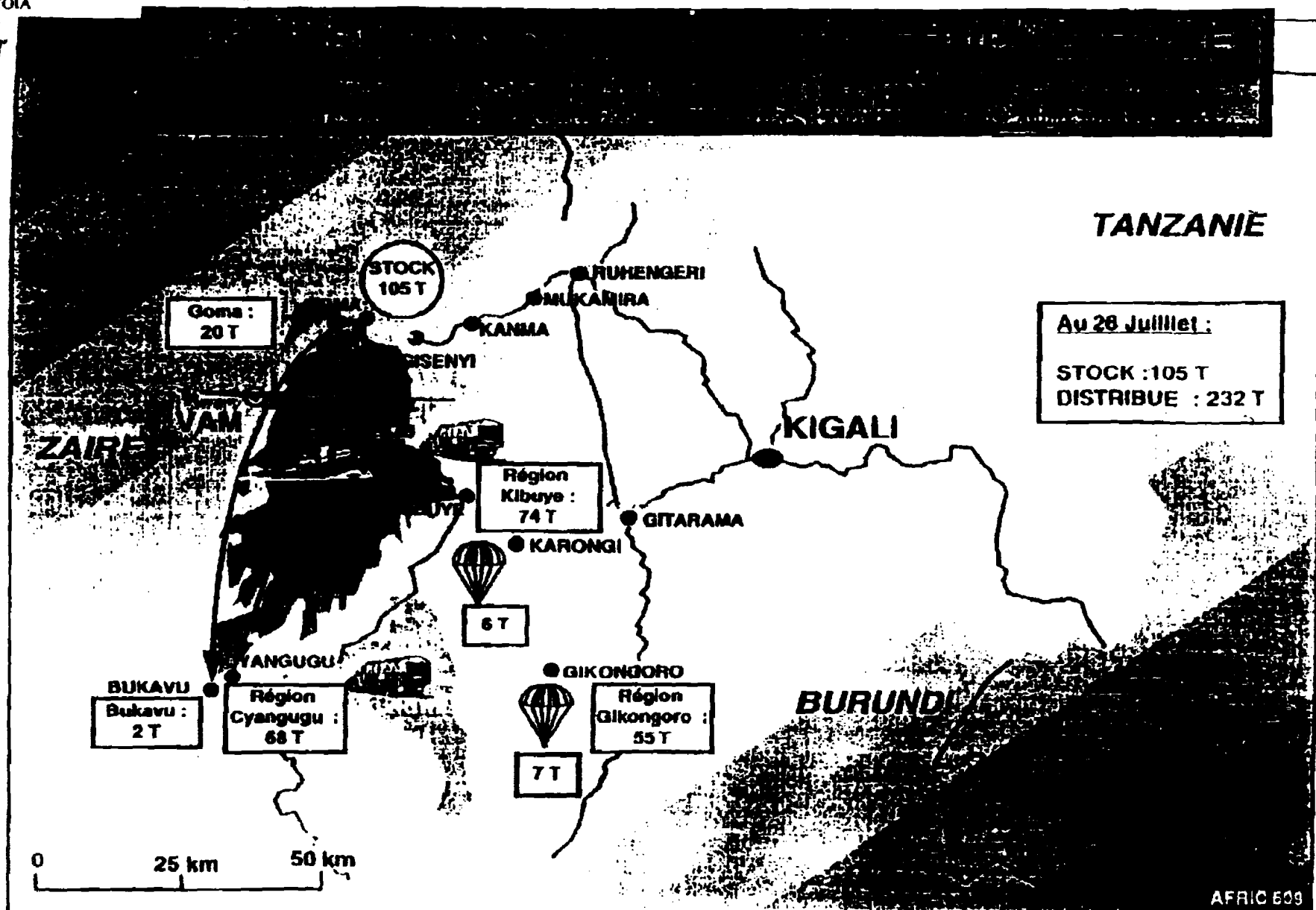
(dont 243  
Sénégalais -  
35 Guinéens  
3 Egyptiens)

200

BUTARI

BURUNDI

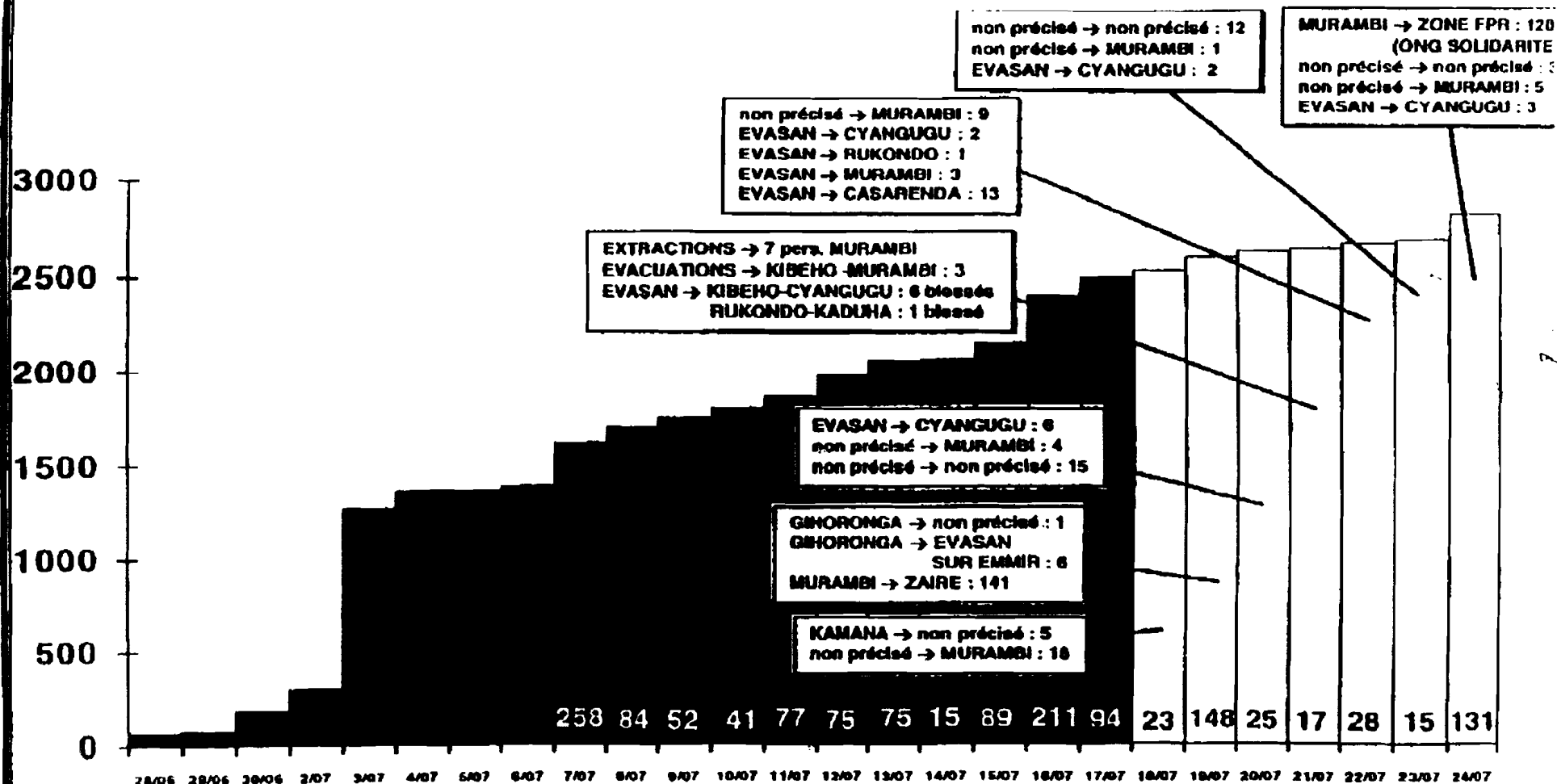
AFRIC





# BILAN CUMULE DES EVACUATIONS

(EN DATE DU 25 JUILLET - TOTAL = 2817)







<b>CONSULTATIONS</b>	<b>3364</b>
<b>HOSPITALISATIONS (ACA + EMMIR)</b>	<b>556</b>
<b>INTERVENTIONS CHIRURGICALES (ACA - EMMIR)</b>	<b>352</b>

## **Tract largué au-dessus des populations**

### **OPERATION TURQUOISE**

### **AVIS A LA POPULATION RWANDAISE**

Vous êtes maintenant dans la zone humanitaire sûre, protégée par l'Armée Française.

Ne vous déplacez plus.

Restez sur place, l'aide humanitaire va vous parvenir.

Soyez sans crainte, l'Armée Française veille sur votre sécurité.

FM CHIEF LOG TURQUOISE  
TO DL KIGALI - (LCL GIRAUDET)

(COPY)

①

OBJET : SOUTIEN DU BATAILLON AFRICAIN  
REF : QUESTIONS POSEES PAR LE GENERAL DALLAIRE

②  
Cicops  
See me on  
this. Is there  
a better way of  
supporting  
them?

PRINCIPE DU SOUTIEN : A partir du 22 août 1994 il n'y aura plus de Forces Françaises au RWANDA - Néanmoins le bataillon AFRICAIN continuera à être soutenu dans tous les domaines (RAV - SAN - MAINTEN) par un élément du bataillon de soutien logistique TURQUOISE implanté à GOMA jusqu'au désengagement du bataillon AFRICAIN.

### MODALITES

RAVITAILLEMENTS : L'autonomie logistique du bataillon AFRICAIN sera maintenue en permanence à 15 jours de consommation (stock de 8250 rations de combat et 33 000 litres d'eau de boisson pour un effectif de 550 hommes).

Ce stock sera positionné à KIBUYE (PC du bataillon) les approvisionnements s'effectueront comme à présent par voie lacustre entre GOMA et KIBUYE y compris pour les carburants (essence et gazole).

for them  
from Goma.  
will come  
help on  
del me  
local  
pide.

SANTE : Interventions chirurgicales et hospitalisation se feront à l'antenne chirurgicale de GOMA pendant la durée de l'opération.

they will be  
in AM/12  
22 Aug  
need  
assure  
for them  
day.

### EVACUATIONS :

- 1 Ambulance par Cie (5 en tout)
- 2 HM maintenus à GOMA

5/8

### CONSULTATIONS :

- 1 poste de secours (avec 1 chirurgien) au PC bataillon

MAINTENANCE : Sera assurée par le BSL de GOMA qui disposera des lots d'outillage et des pièces de rechange correspondant aux types de véhicules en dotation au bataillon AFRICAIN.

### AU SUJET DES VEHICULES CEDES A TITRES ONEREUX (éventuellement) :

Il s'agit de véhicules type VLRA produits pour la Société de St NAZAIRE.

- Soit 4 X 4
- Soit 6 X 6

ils peuvent porter jusqu'à 4000 kg

Copy

FM : CHEF DL

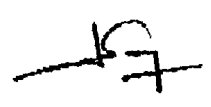
GOMA LE 4 AOUT 1994

TO : DL KIGALI

OBJET : ALIMENTATION ELECTRIQUE DE KIGALI  
PJ : CARTE DU RESEAU ELECTRIQUE DU RWANDA.

Suite à demande MINUAR, une reconnaissance a été effectuée ce jour par DL TURQUOISE, DL MINUAR et technicien local (MR MUSUFILI Jonathan). La carte jointe du réseau électrique indique la ligne partant de CYANGUGU pour arriver à KIGALI. A l'usine de MURURU 1, nous avons rencontré MR GASIGWA STRATON, ancien directeur par intérim d'ELECTROGAZ à KIGALI et MR HABUMUKIZA Théophile, chef de poste de cette usine. Le premier m'a dit que le FPR aurait coupé le courant le 3/05/94 au poste de KIGOMA. Le 2° a vu il y a 2 jours, le chef de poste de KILINDA, MR HARELIMANA Simon, qui lui a dit que les lignes étaient sous tension à hauteur de son poste. A l'usine de MURURU 2, ce matin, le courant partait bien en direction de KIGALI et le PC COMITROUP NORD m'a confirmé qu'il avait du courant à KIBUYE. Tous ces faits laissent à penser que la détérioration de la ligne est en zone FPR.

LE COLONEL G. CANOVAS  
CHEF DL/PCIAT



# CARTE DU RESEAU ELECTRIQUE DU RWANDA

UGANDA

ZAIRE

BURUNDI

110 KV

70 KV

30 KV

15 KV

6.6 KV

Point de Livraison

Centrale Hydro-Electrique

Centrale Thermique

River

Lake



COPY

# OPERATION TURQUOISE

## sous-chef opérations

Goma, le 03 aout 1994

## FICHE

### Objet: Administration en ZHS

Les événements survenus au Rwanda depuis le 6 avril et l'exode massif des populations vers les régions de l'ouest, ont perturbé les structures et le fonctionnement des services administratifs et publics dans la majeure partie du pays.

En ZHS les commandants de groupements se sont d'emblée efforcés, en étroite collaboration avec les populations, de mettre sur pied des organismes de gestion et d'administration régionaux, dans le but essentiel de *créer un environnement propice au retour rapide à une vie normale*.

A cet effet trois objectifs ont été retenus:

- rétablir la sécurité des personnes et des biens;
- restaurer un minimum de services publics;
- favoriser la reprise des activités économiques (agriculture, commerce,...).

Les structures ainsi mises en place n'ont, bien évidemment, qu'un caractère intérimaire. Elles pourraient avoir vocation à assumer la transition avec la MINUAR, puis avec les autorités gouvernementales rwandaises.

### 1°-Constitution des structures administratives provisoires

Sous des appellations différentes, comités, cellules, conseils,...les structures mises en place dans les trois secteurs de groupements présentent les similitudes suivantes:

- elles ont été demandées par les populations;
- elles sont composées de personnels cooptés par les habitants;
- elles se veulent représentatives des différentes sensibilités.

### 2°-Fonctionnement des structures:

Il est vite apparu que la situation de crise au Rwanda avait provoqué la déliquescence des organismes de gestion des cités et des campagnes. La solution aux problèmes humanitaires ainsi générés, passait en grande partie par la restauration urgente d'un cadre administratif capable de prendre en compte les aspirations des populations et permettant à ces dernières, de trouver une structure d'accueil et de référence.

L'organisation et le fonctionnement des structures provisoires s'appuient sur le découpage administratif existant.

La préfecture est le siège du centre décisionnel. C'est à ce niveau que s'élaborent les concepts d'action dans les différents domaines prioritaires. Les commandants de groupements sont présents, ou représentés par des officiers chargés des affaires civiles, dans ces instances. Leur rôle est d'aider à la coordination des actions envisagées et de participer à la mise en œuvre des décisions.

Les relais se situent au niveau des sous-préfectures, des communes, des secteurs, des zones et de comités locaux. Les commandants de groupements assurent auprès de ces différents niveaux, la mise en œuvre des décisions prises au niveau de la préfecture.

### 3°-Domaines d'action.

Pour favoriser le retour à une vie normale, en attendant que les structures officielles soient à nouveau en place, les comités locaux, avec l'aide de Turquoise, se sont intéressés aux domaines qui suivent:

**-Sécurité publique:** Face à l'insuffisance numérique des forces de gendarmerie et de police, les comités locaux ont sollicité les unités Turquoise pour participer à la sécurité des biens et des personnes. Les conduites à tenir en la matière, ont été consignées par écrit en s'inspirant des règles communément appliquées dans ce type de situation.

De plus les comités locaux ont procédé à la nomination de gendarmes, dont la compétence, l'intégrité et la notoriété étaient unanimement reconnues. Dans le même temps certains établissements pénitentiaires ont été réhabilités.

Il faudra probablement envisager de poursuivre cette action pendant un certain temps encore en zone démilitarisée. Toutefois il sera nécessaire de donner toute la légitimité indispensable à ces opérations, de faire procéder rapidement à la nomination des instances judiciaires régionales.

#### -Santé publique:

Les forces Turquoise ont assuré la liaison entre les agences et ONG présentes sur zone et les comités locaux afin de réactiver les centres de soin et les hôpitaux. Des kits médicaux ont été mis en place et les médecins militaires ont participé activement au fonctionnement des services médicaux recréés.

Il a été fait appel, au bénévolat des personnels locaux qualifiés.

Cette action de santé publique s'est aussi orientée vers les camps des personnes déplacées. Il convenait non seulement de les protéger, mais aussi de veiller, autant que faire se pouvait, à leur prodiguer des soins et leur procurer eau et nourriture. L'action de Turquoise et des comités locaux en l'espèce, fut d'appeler l'attention des agences spécialisées sur les cas les plus sérieux et de les aider.

#### -Services publics:

Le bon fonctionnement des services publics conditionne la vie des cités et le bien-être des populations. A contrario la détérioration ou l'abandon des installations et des réseaux de distribution constituent des facteurs de déstabilisation et d'exode.

C'est pourquoi, à la demande des comités, les forces Trquoise ont:

- assuré la garde des centrales électriques, des génératrices, des stations de pompage des eaux;
- participé aux travaux de remise en état des réseaux de distribution ;
- relancé les transports en commun publics en réquisitionnant les véhicules volés;
- assuré la sécurité des marchés locaux.

Toutes ces mesures d'ordre administratif commencent à porter leur fruit. Les villes retrouvent peu à peu une certaine sérénité. Mais l'équilibre est encore précaire et il paraît indispensable de maintenir voire d'accentuer les efforts dans les trois domaines qui précèdent. Ils conditionneront le succès de la MINUAR. Pour y parvenir il faudra à court terme fidéliser, en les rétribuant, les agents de l'administration. Et il conviendra aussi de veiller à ce que ces personnels soient avant tout, soucieux du bien public

**OPERATION TURQUOISE**  
**sous-chef opérations**

Goma, le 03 aout 1994

**FICHE****Objet: Administration en ZHS**

- Les événements survenus au Rwanda depuis le 6 avril et l'exode massif des populations vers les régions de l'ouest, ont perturbé les structures et le fonctionnement des services administratifs et publics dans la majeure partie du pays.

En ZHS les commandants de groupements se sont d'emblée efforcés, en étroite collaboration avec les populations, de mettre sur pied des organismes de gestion et d'administration régionaux, dans le but essentiel de *créer un environnement propice au retour rapide à une vie normale*.

A cet effet trois objectifs ont été retenus:

- rétablir la sécurité des personnes et des biens;
- restaurer un minimum de services publics;
- favoriser la reprise des activités économiques (agriculture, commerce,...).

Les structures ainsi mises en place n'ont, bien évidemment, qu'un caractère intérimaire. Elles pourraient avoir vocation à assumer la transition avec la MINUAR, puis avec les autorités gouvernementales rwandaises.

**1°-Constitution des structures administratives provisoires**

Sous des appellations différentes, comités, cellules, conseils,... les structures mises en place dans les trois secteurs de groupements présentent les similitudes suivantes:

- elles ont été demandées par les populations;
- elles sont composées de personnels cooptés par les habitants;
- elles se veulent représentatives des différentes sensibilités.

**2°-Fonctionnement des structures:**

Il est vite apparu que la situation de crise au Rwanda avait provoqué la déliquescence des organismes de gestion des cités et des campagnes. La solution aux problèmes humanitaires ainsi générés, passait en grande partie par la restauration urgente d'un cadre administratif capable de prendre en compte les aspirations des populations et permettant à ces dernières, de trouver une structure d'accueil et de référence.

L'organisation et le fonctionnement des structures provisoires s'appuient sur le découpage administratif existant.

La préfecture est le siège du centre décisionnel. C'est à ce niveau que s'élaborent les concepts d'action dans les différents domaines prioritaires. Les commandants de groupements sont présents, ou représentés par des officiers chargés des affaires civiles, dans ces instances. Leur rôle est d'aider à la coordination des actions envisagées et de participer à la mise en oeuvre des décisions.

Les relais se situent au niveau des sous-préfectures, des communes, des secteurs, des zones et de comités locaux. Les commandants de groupements assurent auprès des populations, la mise en oeuvre des décisions prises au niveau supérieur, et de proximité.



### 3°-Domaines d'action.

Pour favoriser le retour à une vie normale, en attendant que les structures officielles soient à nouveau en place, les comités locaux, avec l'aide de Turquoise, se sont intéressés aux domaines qui suivent:

**-Sécurité publique:** Face à l'insuffisance numérique des forces de gendarmerie et de police, les comités locaux ont sollicité les unités Turquoise pour participer à la sécurité des biens et des personnes. Les conduites à tenir en la matière, ont été consignées par écrit en s'inspirant des règles communément appliquées dans ce type de situation.

De plus les comités locaux ont procédé à la nomination de gendarmes, dont la compétence, l'intégrité et la notoriété étaient unanimement reconnues. Dans le même temps certains établissements pénitentiaires ont été réhabilités.

Il faudra probablement envisager de poursuivre cette action pendant un certain temps encore en zone démilitarisées. Toutefois il sera nécessaire de donner toute la légitimité indispensable à ces opérations, de faire procéder rapidement à la nomination des instances judiciaires régionales.

#### **-Santé publique:**

Les forces Turquoise ont assuré la liaison entre les agences et ONG présentes sur zone et les comités locaux afin de réactiver les centres de soin et les hôpitaux. Des kits médicaux ont été mis en place et les médecins militaires ont participé activement au fonctionnement des services médicaux recréés.

Il a été fait appel, au bénévolat des personnels locaux qualifiés.

Cette action de santé publique s'est aussi orientée vers les camps des personnes déplacées. Il convenait non seulement de les protéger, mais aussi de veiller, autant que faire se pouvait, à leur prodiguer des soins et leur procurer eau et nourriture. L'action de Turquoise et des comités locaux en l'espèce, fut d'appeler l'attention des agences spécialisées sur les cas les plus sérieux et de les aider.

#### **-Services publics:**

Le bon fonctionnement des services publics conditionne la vie des cités et le bien-être des populations. A contrario la détérioration ou l'abandon des installations et des réseaux de distribution constituent des facteurs de déstabilisation et d'exode.

C'est pourquoi, à la demande des comités, les forces Trquoise ont:

- assuré la garde des centrales électriques, des génératrices, des stations de pompage des eaux;
- participé aux travaux de remise en état des réseaux de distribution ;
- relancé les transports en commun publics en réquisitionnant les véhicules volés;
- assuré la sécurité des marchés locaux.

Toutes ces mesures d'ordre administratif commencent à porter leur fruit. Les villes retrouvent peu à peu une certaine sérénité. Mais l'équilibre est encore précaire et il paraît indispensable de maintenir voire d'accentuer les efforts dans les trois domaines qui précèdent. Ils conditionneront le succès de la MINUAR. Pour y parvenir il faudra à court terme fidéliser, en les rétribuant, les agents de l'administration. Et il conviendra aussi de veiller à ce que ces personnels soient avant tout, soucieux du bien public

# TRANSMISSION CHIFFREE

EXP: PCIAT GOMA

00 871 111 1737 1994-08-03 09:51 CH-48 S #2

COPY

FM :CHEF DL

GOMA LE 3 AOUT 1994

TO : DL KIGALI

①

## POUR LE GENERAL DALLAIRE

LE COLONEL MUJONERA, COMMANDANT DU SECTEUR S.E DES FAR ET SIGNATAIRE DE L'APPEL DE KIGEME A EMIS LE SOUHAIT DE RENCONTRER LES AUTORITES DE KIGALI. VOUS DEMANDE DE CONTACTER LES AUTORITES AFIN DE DEFINIR LES MODALITES DE CETTE RENCONTRE.

LE COLONEL CANOVAS  
CHEF DL PCIAT

P. la 140000 1600

②  
COO

Please pass to  
LO for Mr. Kaganza.  
over LO/140000 can move  
him ~~from~~ from Goma  
by helo or from Bukuru  
with French escort. We can  
provide escorts here unless if  
needed. Could this meeting  
if Mr. Kaganza agrees for his  
return. Brief me on options/details

114

①



COPY

## ARMEE DE TERRE

Goma, le 3 août 1994

N° 2021 /COMFOR

POSTE DE COMMANDEMENT  
INTER - ARMEES DE THEATRE  
OPERATION TURQUOISE

LE GENERAL

PC IAT  
SP 85955  
00700 ARMEES

Le Général LAFOURCADE  
commandant les forces de  
l'opération « TURQUOISE »

à Monsieur le Général  
commandant la MINUAR

OBJET : Equipement en matériels de la MINUAR

REFERENCE : Demande de la MINUAR en date du 18 juillet 1994

En réponse à votre lettre de référence, j'ai l'honneur de vous apporter les renseignements suivants :

I - La France a proposé à titre onéreux au comité des contrats de l'ONU :

- 26 véhicules neufs de type 4X4 ou 6X6
- 7 véhicules neufs spécialisés dont 2 citernes
- 15 camions d'occasion

II - Elle équipe complètement le bataillon interafricain francophone en armement, optique, moyens transmissions, campement et véhicules :

- 10 VLTT,
- 20 VTC,
- 17 camions 4 tonnes d'emport,
- 4 véhicules sanitaires,
- 10 AML.

III - Aucun équipement appartenant à la Force TURQUOISE ne peut être cédé, même à titre onéreux à la MINUAR.

COPY

TRANSMISSION CHIFFREE

EXP: PCIAT GOMA 00 871 111 1737 1994-08-03 09:51 CH-48 S #2

FM :CHEF DL

GOMA LE 3 AOUT 1994

TO : DL KIGALI

POUR LE GENERAL DALLAIRE.

LE COLONEL MUJONERA, COMMANDANT DU SECTEUR S.E DES FAR ET SIGNATAIRE DE L'APPEL DE KIGEME A EMIS LE SOUHAIT DE RENCONTRER LES AUTORITES DE KIGALI. VOUS DEMANDE DE CONTACTER LES AUTORITES AFIN DE DEFINIR LES MODALITES DE CETTE RENCONTRE.

LE COLONEL CANOVAS  
CHEF DL PCIAT

P. La transmission  
114

**FM : GENERAL LAFOURCADE**

**GOMA LE 2 AOUT 1994**

**TO : GENERAL DALLAIRE**

**OBJET : ELEMENT MILITAIRE MEDICAL D'INTERVENTION RAPIDE.**

LA FRANCE A DEPLOYE A CYANGUGU DEPUIS LE DEBUT DE L'OPERATION TURQUOISE UN HOPITAL DE CAMPAGNE APPELE EMMIR A DES FINS HUMANITAIRES. DANS L'HYPOTHESE OU LA FRANCE DECIDERAIT DE CONSERVER A CYANGUGU CET HOPITAL AVEC UN ELEMENT DE SOUTIEN IMMEDIAT, APRES LE 21 AOUT, LES QUESTIONS SUIVANTES SE POSENT:

- 1)- EST-CE QUE LA MINUAR ACCEPTERAIT CE DEPLOIEMENT APRES LE 21 AOUT ?
- 2)- EST-ELLE PRETE A ASSURER LA SECURITE DE CET HOPITAL DE CAMPAGNE?

J'ATTIRE VOTRE ATTENTION SUR LE FAIT QUE SI CET HOPITAL DEVAIT FERMER, IL EST NECESSAIRE DE PREVOIR 3 SEMAINES POUR DIMINUER PROGRESSIVEMENT SON ACTIVITE PUIS LE DEMONTER. FERMER CET HOPITAL SANS METTRE EN OEUVRE UNE STRUCTURE DE TRAITEMENT POURSUIVANT LA MISSION DE L'EMMIR, POURRAIT ENGENDRER DES TROUBLES.

ENFIN, SI L'EMMIR DEVAIT PARTIR, QUELLE STRUCTURE LA MINUAR POURRAIT-ELLE METTRE EN PLACE POUR CONTINUER LA MISSION DE CET HOPITAL DE CAMPAGNE ?

**GENERAL LAFOURCADE**



①

27 juillet : Sur l'itinéraire KIGALI GITARAMA, le FPR a installé une dizaine de barrages gardés par 3 à 4 soldats qui fouillent systématiquement tous les véhicules à l'exception de ceux de l'ONU. Les déplacés qui rejoignent la zone FPR par le col de NDABA passent par un double barrage : au premier, les véhicules et les personnes sont fouillés, au deuxième, les gens sont interrogés sur leur identité, leur lieu d'habitation, leur profession et leur fonction. Ils sont ensuite conduits dans des camps de triage où ils sont installés dans un secteur regroupant les habitants d'un même village. Un responsable du FPR, originaire du village les accueille et désigne ceux qui sont sur les listes des personnes recherchées et ceux qui ont participé aux massacres. Ces derniers sont transférés dans un autre lieu où ils seraient exécutés. Au Sud, le FPR a installé un camp de triage à MARABA (15 km Sud-Est de GIKONGORO).

28 juillet : des soldats du FPR ont confirmé que des jugements étaient prononcés à l'encontre des criminels répertoriés sur des listes préétablies ou de personnes dénoncées. Les arrêts de justice étaient "impartiaux" et la peine appliquée immédiatement. Un camp de triage est implanté à BUKYE (15 km Nord-Est de KIBUYE) ; plusieurs Hutu auraient été battus et trois d'entre eux auraient été tués. Le 28 vers 4 heures du matin, des soldats du FPR ont exécuté une dizaine de personnes à KAZIZI (7,5 km Nord-Est de MABANZA), 1.000 réfugiés ont repassé le col de NDABA et sont retournés en ZHS. A GISOVU, dans la région de KIBUYE, le FPR aurait provoqué la mort de personnes incarcérées en les privant de nourriture, d'autres auraient été tuées à l'arme blanche. Deux fosses communes où le FPR dépose les cadavres ont été localisées à KILINDA et à NYARUSANGE (19 km Ouest-Sud-Ouest et 9 km Est de GITARAMA).

Les personnes suspectes, repérées parmi les réfugiés rentrant de GOMA, sont regroupées au stade "KAVAYA" à GISENYI et dans la cathédrale de NYUNDU (8 km Est de GISENYI).

②

Coo

Pls have Sarto  
put this on map  
today. Pass to HAC  
for the human rights  
team. I wish to know the links  
between Human Rights  
and am HAC.

FM Général LAFOURCADE  
TO Général DALLAIRE

GOMA, le 30 juillet 1994

### I. INFORMATIONS DONNEES PAR RADIO RWANDA.

Des informations données par Radio RWANDA le 29 juillet 1994 à 19 heures ont fait état de l'inaction des troupes françaises devant les exactions commises en Zone Humanitaire Sûre par des miliciens interhamwe, des ex-FAR ou gendarmes rwandais.

D'autre part cette même radio évoque l'existence de centres dans lesquels soldats français, sénégalais et milices suivraient un entraînement commun.

Je m'élève avec la plus grande fermeté contre ces informations mensongères dont l'objectif évident est de nuire au succès de l'opération de retour des réfugiés.

Les nombreux journalistes présents sur la zone, de même que les observateurs militaires que vous avez déployés sur la ZHS peuvent témoigner de l'action qui est menée sur le terrain dans le seul but de permettre un retour des populations réfugiées.

Je vous serais particulièrement reconnaissant de bien vouloir apporter un démenti formel à ces fausses informations.

### II. PARTICIPATION D'UN BATAILLON AFRICAIN A LA MINUAR II.

La participation d'un bataillon africain à la MINUAR II est souhaitable, il serait composé d'unités du SENEGAL, de la GUINEE BISSAU, du CONGO et du NIGER auxquelles pourraient se joindre des forces tchadiennes (le TCHAD est en effet disposé à participer à cette force si la demande lui en est faite par l'ONU).

J'insiste donc afin que les autorités de KIGALI en acceptent le principe; cela facilitera sans aucun doute le déploiement de la MINUAR II.

### III. EXACTIONS COMMISES EN ZONE FPR.

Un certain nombre de témoignages font état d'exactions commises en zone FPR; un bilan est donné en annexe à titre d'information.

Ces actes ont en particulier provoqué le retour en ZHS de 1000 réfugiés le 28 juillet 94 par le col de N'DABA; ils sont de nature à remettre en cause l'indispensable action en vue d'un retour des populations réfugiés vers leurs collines.

Je vous demande donc de bien vouloir dépêcher sur les zones citées des observateurs afin de constater la réalité des faits et d'y mettre éventuellement un terme.

### IV. RETOUR DU CAPORAL-CHEF SALAH.

Vous avez bien voulu mettre à la disposition du Détachement de Liaison français un hélicoptère afin de rapatrier le Caporal-chef SALAH sur GOMA.

Je vous en remercie très sincèrement.

## BILAN DES EXACTIONS PORTEES A NOTRE CONNAISSANCE EN ZONE FPR

**Le 20 juillet**, un paysan, ayant assisté à une réunion d'information du FPR à RUNYINYA ( 20 km Sud-Sud-Ouest de GIKONGORO ), a rapporté les éléments qui conditionnent la possibilité de retour en zone FPR :

- ne pas avoir adhéré au MRND,
- ne pas avoir d'ascendant ou de descendant ayant servi dans les FAR,
- ne pas savoir lire .

Pour le FPR, toutes les autorités gouvernementales et locales sont considérées comme responsables ou complices des massacres ; celles qui s'y étaient opposées ont été tuées .

**Le 21 juillet**, dans toute la zone, des groupes de 5 à 10 hommes du FPR somment les habitants de venir assister à des meetings ou réquisitionnent des villageois pour effectuer des travaux hors de la ZHS ; à leur retour, ils témoignent de massacres tel à SIMBI ( 10 km Est de GIKONGORO ) où 15 corps gisent à côté de la paroisse . Le cachet FPR est systématiquement apposé sur leur carte d'identité .

**Le 22 juillet**, 35 réfugiés qui tentaient de passer au Burundi ont été tués par des soldats du FPR et de l'armée burundaise, selon le FPR, il s'agirait de miliciens "Interhamwe".

Le Premier ministre M. TWAGIRAMUNGU, a annoncé que tous les responsables du "génocide" seront jugés selon leurs responsabilités : les cas de 10 préfets, 147 bourgmestres et 30.000 chefs de cellules seront examinés ; "il n'y aura pas d'impunité". Il a incité à la délation pour confondre les criminels . Les membres de l'ex-parti présidentiel, le MRND, seront écartés des postes de responsabilité . Ceux qui voudront s'investir dans la reconstruction du pays seront les bienvenus s'ils ne sont pas impliqués dans les massacres .

**23 juillet** ; le FPR filtre les gens qui rentrent en zone FPR à l'aide de sympathisants qui désignent les suspects ; ces derniers sont immédiatement emmenés . Les personnes chargées des éliminations se nomment Martin Prosper MASSARO et ANYSIC, pour la commune de KILINDA ( 26 km Est-Sud-Est de KIBUYE ) et MAGIRIRI dans la commune de MURARA .

**24 juillet** ; Au centre, le FPR a installé un centre d'internement dans l'église de MUSHUBATI ( 7 km Ouest de GITARAMA ) ; 400 personnes y sont détenues ; il a tiré à la mitrailleuse de 14,5 sur un groupe de réfugiés identifiés comme suspects .

**25 juillet** ; à hauteur de MUSHUBATI, le FPR a arrêté une colonne de réfugiés ; les hommes ont été interrogés, les femmes ont été violées ; les enfants ont été tués ; les corps ont été jetés dans les rivières .



**FM Général LAFOUCADE  
TO Général DALLAIRE**

**GOMA, le 29 juillet 1994**

*1738/PCIAT*

**OBJET :** Réhabilitation des réseaux d'eau potable au Rwanda.

1) - Un expert en distribution d'eau potable s'est rendu récemment à GOMA en compagnie du ministre français de la santé. Il a pu constater que les vannes qui approvisionnaient cette ville et situées en territoire rwandais sont toujours fermées. Compte tenu de la situation régnant au Rwanda lors de son voyage, il n'a pas pu franchir la frontière.

Cet ingénieur reste convaincu que la remise en fonction du réseau d'eau est tout à fait envisageable dans un délais très court et avec un minimum d'aide.

Monsieur BOLF Jean-Marie fut de 1985 à 1988 responsable des projets d'approvisionnement en eau de GISENYI, BYUMBA, GIKONGORO et GITARAMA.

Sa parfaite connaissance de la station de GISENYI en font un expert indispensable dans le domaine du réapprovisionnement en eau potable de la région.

2) - J'ai l'honneur de vous demander d'intervenir auprès des autorités de KIGALI afin d'autoriser l'intervention de ce spécialiste dans les délais les plus brefs.

Vous voudrez bien me tenir informé des conditions dans lesquelles cette action pourrait être menée.

Le général LAFOURCADE  
Commandant la Force Turquoise

P.S.

**Colonel LUREAU**  
**Chef d'Etat Major**

TRANSMISSION CHIFFRÉE

(P: PCIAT GOMA 1994-07-29 10:29 CH-48 S #1

FM Général LAFOURCADE  
TO Général DALLAIRE

GOMA, le 29 juillet 1994.

1737 / PCIAT

**OBJET :** Repli de la Force Turquoise.  
**Réf :** Votre FAX de ce jour.

Compte tenu de la montée en puissance du contingent africain qui atteint aujourd'hui 500 hommes, nous avons décidé, tout en restant dans l'enveloppe globale d'effectifs de l'Opération Turquoise, de retirer 320 hommes avant le 31 juillet, conformément à ce qui avait été annoncé par le gouvernement français. Il s'agit pour la plupart de spécialistes dont le rôle n'est plus essentiel pour l'action humanitaire que nous menons actuellement dans la ZHS.

Le général LAFOURCADE  
Commandant l'Opération Turquoise

Po .

Colonel LUREAU  
Chef d'Etat Major

Goma, le 29 juillet 1994

FM Général LAFOURCADE

TO Général DALLAIRE

**OBJET : Restauration de la sécurité**

Compte tenu de la multiplication d'exactions de droit commun constatées en ZHS depuis le départ des forces de gendarmerie locales et la disparition des structures juridictionnelles, le déploiement d'équipes de police civile (CIVPOL) s'avère prioritaire.

En effet, l'éradication du banditisme et l'instauration d'un climat de sécurité constituent deux des conditions d'un retour vers le Rwanda des populations déplacées.

J'ai donc l'honneur de vous demander de bien vouloir faire effort sur la mise en place de ces CIVPOL dont l'action me paraît devoir être déterminante pour la réussite de notre mission.

Le Général LAFOURCADE

commandant l'opération TURQUOISE

①  
Emo  
Preparer l'axe  
to n. 7. with  
this asking to  
move on CIVPOL.  
answering to LaFourcade  
also.  
12/17



AMBASSADE DE FRANCE

AU BURUNDI

MISSION D'ASSISTANCE  
MILITAIRE

Bujumbura, le 28 juillet 1994

UNAMIR

N° 87/AD/MAM/BU

194 JUL 29 19 24

## NOTE D'INFORMATION

## A L'ATTENTION DES ONG PRESENTES AU BURUNDI

OBJET : Mission humanitaire RWANDA.

Afin de coordonner au mieux l'action des ONG présentes au BURUNDI soutenues temporairement par les éléments "TURQUOISE" dans le cadre de la mission humanitaire au RWANDA, il nous paraît utile de vous adresser quelques conseils et directives.

I. - CONSEILS

11. - Fonctionnement général : L'ensemble des ONG doit posséder un lieu commun de rassemblement (le siège de l'UNICEF/BURUNDI semble donner satisfaction). Un ou deux numéros de téléphone sur place doivent être connus de tous et une permanence assurée durant la journée.

12. - Déplacement RWANDA : L'aéroport semble le lieu de regroupement des véhicules le mieux adapté. Un départ fixé à 07 H 30 permet d'atteindre la frontière pour 09 H 00.

13. - Suivi des missions : Un tableau de répartition des missions journalières doit être en permanence tenu à jour au siège de l'UNICEF. (fiche exemple jointe).

II. - DIRECTIVES

Compte tenu des lourdes charges supportées par les éléments "TURQUOISE" et afin d'assurer une sécurité maximum en territoire rwandais, il est demandé aux ONG de suivre les directives ci-dessous :

21. - Déplacements : les LUNDI - MERCREDI - VENDREDI  
En dehors de ces créneaux aucune protection ne peut être envisagée.

22. - Renseignements convois : (voir fiche)

23. - Permanence Ambassade : TPH : 22.55.51 de 14 H 00 à 16 H 00  
FAX : 22.72.10  
les SAMEDI - MARDI - JEUDI.

24. - Message : Un message avertissant les autorités "TURQUOISE" est envoyé à 16 H 15 (locale). Passé ce délai aucune modification ne peut être envisagée sauf situation particulière qui sera dès lors traitée par l'autorité militaire de l'Ambassade de FRANCE à BUJUMBURA.

Le Lt.-Colonel CABRIERES  
Attaché de Défense  
près l'Ambassade de France  
au Burundi

TRANSMISSION CHIFFREE

EXP: PCIAT GOMA 00 871 111 1737 1994-07-28 10:29 CH-48 S #2

FM Général LAFOURCADE

GOMA le 28 juillet 1994

TO Général DALLAIRE

5074 209 0945

①

②  
COO  
Please see me  
in this.

28/7

**OBJET :** Relève de la force TURQUOISE.

**REF :** Mon fax du 27 juillet 1994

1. Certaines informations font état de la possibilité de déploiement de deux compagnies de la MINUAR en zone humanitaire sud aux alentours du 7 août.
2. Compte tenu des problèmes tactiques et logistiques liés à ce type d'opération de relève, je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire parvenir un calendrier prévisionnel définissant le volume des forces engagées et le créneau de dates envisagé.
3. Urgence signalée.

Le Général LAFOURCADE  
Commandant la force TURQUOISE  
P.O Le Colonel LUREAU Chef d'Etat Major



Goma,  
23 April, 1994

SUBJECT: MESSAGE FORWARDED TO FC BY  
GENERAL LAFOURCADE - FRENCH HUMANITARIAN TROOPS

1. The problem of treatment and distribution of drinking water is extremely serious for the entire Goma area.
2. The SADE Company has Car-Materials, Shovels, Generators and Chemicals which would be of great use at GISENYI and MUKAMIRA Area.
3. We ask you to obtain the FPR's agreement in order to:
  - a. Look at the Warehouses and evaluate their contents.
  - b. Transfer some of the materials to Goma and the outline regions.
4. Given the seriousness of this problem I would appreciate a quick answer.

*NTF*  
② Original  
passed by hand  
to RPT C 0  
1550, 23 Jul 94.  
*PC*

NOTE SUR L'ENTRETIEN ENTRE LE  
COMMANDANT DE LA FORCE DE LA MINUAR ET LE  
COMMANDANT DE LA FORCE "OPERATION TURQUOISE"

à Goma, le 18 juillet 1994  
(voir PV ci-joint)

De l'entretien cité ci-dessus il ressort les points suivants:

1. L'autorité de l'"Opération TURQUOISE" est très préoccupée par la question du cessez-le-feu en raison notamment de l'afflux de population dû à la pression du RPF.
2. Elle a exprimé clairement sa volonté de voir la MINUAR assurer rapidement la relève afin de lui permettre de respecter la date butoir du 22 août 1994.
3. Elle a manifesté un intérêt particulier par rapport au maintien du bataillon sénégalais auquel elle semble disposé à transférer une partie de son matériel.
4. Elle semble hésitante vis-à-vis de la demande de moyens logistiques formulée par la MINUAR.

Suggestions:

1. Assurer les meilleures chances de mise en place de la relève en insistant sur la formule de 2 (deux) bataillons de Somalie si la MINUAR veut rester dans les délais fixés avec les français.
2. Poser officiellement la question du bataillon sénégalais au nouvelles autorités et en rendre compte à New York.
3. Insister sur l'action à entreprendre auprès de la France pour le transfert d'une partie de ces moyens logistiques à la MINUAR.

Col Cheick O. Dairra  
Chef des Officiers de Liaison

CLO

*Cheick O. Dairra*

②  
*Opère à Goma  
dans le cadre de l'OPT*  
*247*

Note sur l'entretien entre le FORC E COMMANDER  
de la MINUAR et le commandant de la  
Force TURQUOISE à GOMA le 18 juillet 1994  
( voir PV ci-joint )

De l'entretien cité, ci-dessus il ressort les  
points suivants :

- 1° L'autorité TURQUOISE est très préoccupée  
par la question de cessez-le-feu en  
raison notamment de l'afflux de population  
due à la pression du RPF.
- 2° Elle a exprimé, clairement sa volonté  
de voir la MINUAR assurer rapidement  
la relève, afin de lui permettre de respecter  
la date butoir du 22 Août 1994
- 3° Elle a manifesté un intérêt particulier  
par rapport au maintien du bataillon  
Sénégalais auquel elle semble disposée  
à transférer une partie de son matériel.
- 4° Elle semble hésitante vis-à-vis de  
la demande de moyens logistiques  
formulée par la MINUAR

### Suggestions :

- 1° Assurer les meilleures chances de mise  
en place de la relève en insistant sur la  
formule des 2 (deux) bataillons - de  
Somalie si la MINUAR veut rester dans  
les délais fixés, avec les français
- 2° poser officiellement la question du  
bataillon Sénégalais au nouvelles  
autorités et en rendre compte à  
New York
- 3° Insister sur l'action à entreprendre  
de la France pour le transfert  
des moyens logistiques



Runion d'assistance Pour le RWANDA

Procès-Verbal de l'entretien entre le FORCE COMMANDER  
de la MINUAR et le Commandant de la FORCE  
TURQUOISE à GOMA, le 18 juillet 1994

(11h25 Arrivée du Général Lafourcade)

GAL Lafourcade : Il est, ce que nous en sommes

GAL Dallaire : Pour parler de chronologie, je voudrais  
tout d'abord vous informer que le GAL Kagame  
a promis de prendre les mesures pour qu'il n'y ait  
pas d'incident. Il n'a toujours pas la confirmation  
que les tris viennent des siens.

GAL Lafourcade : C'est peut-être une bavure. Il faut  
cependant signaler que ce genre d'incident  
fait partir les Organisations Humanitaires. Par  
ailleurs nous avons actuellement des difficultés  
avec l'aviation civile.

GAL Dallaire : Il faut qu'ils comprennent qu'il n'existe  
pas de sécurité absolue.

GAL Lafourcade : S'il n'y a pas de menace, les con-  
troleurs vont revenir. Nous avons saisi Paris  
nous attendons la suite. Et le cessez-le-feu  
c'est fait ou pas ? Et le gouvernement ?

GAL Dallaire : Ses discussions concernant la mise  
en place du gouvernement sont en cours. Il  
se pourrait que le cessez-le-feu soit annoncé  
en même temps. En attendant les opérations  
vont vraisemblablement continuer vers le  
côté Nord-Est. Pour le moment nous ne pou-  
vons qu'attendre.

GAL Lafourcade : Les gens commencent à affluer  
vers le Sud, ce qui va poser des pro-  
blèmes s'il n'y a pas de cessez-le-feu.  
Cela évidemment ne nous empêche pas  
de travailler sur la question de la

un mandat jusqu'au 22 Août et à cette date ② nous allons partir. Je m'étonne que la communauté internationale n'arrive pas à imposer un cessez-le-feu à Kagame. Vous trouvez cela normal.

GAL Sallané A leurs yeux la communauté internationale n'est pas crédible. Seulement est-ce que, au moment où les populations ont été massacrées la communauté internationale n'a rien fait pour empêcher cela.

GAL Sefoucade Si la communauté internationale leur dit, qu'elle va leur coupler les mines, je crois que les choses vont changer. En conclusion, plus le cessez-le-feu traîne plus on va avoir de problèmes. Actuellement c'est la débâcle. Mais en fait abordons la question de relèvement.

GAL Sallané  
(Comment les différentes phases du plan de déploiement des observateurs, des unités et de la Police Civile)

GAL Sallané  
Nous avons pensé à la possibilité d'avoir une zone tampon.

GAL Sefoucade  
Nos unités sont à 2 (deux) kms de la ligne. Donc il y a pratiquement une zone de no man's land. Il serait bon que de l'autre côté ils en fassent de même.

GAL Sallané  
Très bien. On va voir ça. Au point de vue troupe j'ai présentement 2 (deux) compagnies mécanisées sur le terrain et une à l'entraînement. Je n'ai pas de capacité de soutien. Avec l'arrivée des Canadiens je vais améliorer le commandement. Avec

capacité médicale.

Pour ce qui est des unités attendues je ne sais pas encore quand est-ce qu'elles vont arriver. (Ethiopie, Zimbawe, Tunisie, Mali) j'ai assez de véhicules blindés. Les américains doivent fournir du matériel. ~~que je~~ mais il faut encore pour cela au moins 2 (deux) semaines pour des raisons administratives. En principe les troupes sont disponibles mais c'est le matériel qui pose problème. Quant à la logistique, elle est à base de contract civil et cela est lié à l'approbation du budget. Je ne dispose<sup>pas</sup> comme tel d'un bataillon logistique. Du point de vue transport j'ai aussi des difficultés. Pour ce qui est des observateurs j'ai aussi des problèmes surtout avec le départ des francophones. Comme francophones je ne dispose actuellement que des maliens. Si ya une option qui est possible, c'est de prendre des bataillons tout faits et les faire changer de mission.

### 64 Safoucade

Qu'est-ce que vous attendez par là?

### 65 Sallaire

Il y a eu Somalie 2 (deux) bataillons  
1 (un) mécamisé  
1 (un) motorisé

C'est une option que New York a envisagée. Il y a un pays qui est favorable et avec l'autre il y a encore quelques problèmes à régler.

Si cette formule marche ou rentre dans les échéanciers.

Pour le matériel je voudrais vous

soumettre la liste suivante.

( J donne lecture de la liste et  
15 des besoins).

capacité médicale.  
Pour ce qui est des unités attendues je ne  
sais pas encore quand est-ce qu'elles vont  
arriver. (Éthiopie, Zimbawe, Tunisie, Mali)  
J'ai assez de véhicules blindés. Les améri-  
cains doivent fournir du matériel. ~~que je~~  
Mais il faut encore pour cela, au moins 2 (deux)  
semaines pour des raisons administratives. En  
principe les troupes sont disponibles mais c'est  
le matériel qui pose problème. Quant à la  
logistique, elle est à base de contract civil  
et cela est lié à l'approbation du budget.  
Je ne dispose<sup>pas</sup> comme tel d'un bataillon  
logistique. Du point de vue transport j'ai  
aussi des difficultés. Pour ce qui est des  
observateurs j'ai aussi des problèmes surtout  
avec le départ des francophones. Comme  
francophones je ne dispose actuellement  
que des maliens.  
Il y a une option qui est possible, c'est  
de prendre des bataillons tout faits et  
les faire changer de mission.

### 34 La force

Qu'est-ce que vous attendez par là?

### 35 Salarié

Il y a eu Somalie 2 (deux) bataillons  
1 (un) mécamisé  
1 (un) motorisé

C'est une option que New York a envisagée.  
Il y a un pays qui est favorable et avec  
l'autre il y a encore quelques problèmes  
à régler.

Si cette formule marche ou rentre  
dans les échéanciers.

Pour le matériel je voudrais vous

soumettre la liste suivante.

(J'ai donné lecture de la liste et  
commenté les besoins).

Je vous remets une copie de cette liste que j'ai envoyée à New York. Si nous avons ce matériel ça nous fait gagner du temps. A mon avis il est impératif que le 31 juillet mes éléments traversent la ligne pour marquer le coup. Je ne sais pas encore si ce sera par KIBUYE.

C<sup>te</sup> Lafoucade

Je vous propose GIKONGORO. KIBUYE n'est pas indiqué.

C<sup>te</sup> Dallan

Dans la 2<sup>e</sup> semaine du mois d'Aout je voudrais finir mon déploiement dans le secteur que j'aurai choisi et les équipes de reconnaissance pourront commencer le secteur suivant.

Quant à la 3<sup>e</sup> semaine je ne sais plus dire actuellement, je serai situé plus tard, ceci en fonction de la situation.

C<sup>te</sup> Lafoucade

Il y avait une solution mais vous m'avez dit que le bataillon Sénégalais ne rentrait pas dans la MINUAR.

C<sup>te</sup> Dallan

Il faut que vous voyiez ça avec NY. J'aimerais que vous informiez les autres qu'ils cessent de travailler avec l'hypothèse du bataillon Sénégalais. Si New York et Paris peuvent convaincre le FPR je serais très très heureux.

C<sup>te</sup> Lafoucade

Il faut que je vois ça avec Paris. C'est dommage car le transfert aurait été facilité.

C<sup>te</sup> Dallan

À ce moment il faut que nos éléments

: visiter la phase 2. Pour le moment dans le ⑤  
domaine humanitaire nous sommes entrain  
de faire de gros efforts .. Quelle est la situation  
dans la zone

G<sup>th</sup> Lafoucade

Nous avons maintenant les unités organisées en  
cantonnement. Nous avons -des arme' beau -  
coup de petits groupes, des éléments in con -  
trôle notamment -

G<sup>th</sup> Dallani

Je suis entrain de me battre en sourdine  
pour évoluer vers le chapitre VII pour la  
phase 2 et après je retourne au chapitre VI.  
● Ça va faciliter les choses et ce sera très dis -  
suasif - Combien vous avez actuellement  
de sites de réfugiés -

G<sup>th</sup> Lafoucade

Il y en a 12, dont certains font un effectif  
de 80.000. Je fais du forcing pour que  
l'aide humanitaire arrive mais c'est  
très difficile -

G<sup>th</sup> Dallani

● Nous sommes entrain de voir les différents  
possibilités

G<sup>th</sup> Lafoucade

En fin juillet, j'ai eu message de de gr  
Sans le bataillon Sénégalais ça va poser  
des problèmes à moins que vous obteniez  
les 2 (deux) bataillons de Somalie.  
Si non on risque d'avoir des problèmes  
par rapport au respect des délais.

G<sup>th</sup> Dallani

Et le volet logistique - Il faut voir  
ce qui est possible et ce qui n'est

G<sup>AL</sup> Lafoucade

Moi je suis Paris. Je sais que pour ce  
qui est des véhicules ils ont répondu par  
la négative. Mais on verra bien... (6)

G<sup>AL</sup> Ballané

Nous allons vous adresser une note  
préparatoire - Remerciement  
( Fui ~~et~~ entélier )

COL DIARRA  
C 20

Chadma

FC

Delo

TO: FO

FROM: Liaison Team Goma

S I T R E P

DTG: From 21 1800B Jul 94 TO 22 1800B Jul 94

1. GEN SITUATION

Still tense, people are very aggressive, MILOBs observed repeatedly the killing of civilians among the people.  
Less refugees in Goma town than the days before.

2. FRENCH TROOPS ACTIVITIES

Maintain security in the humanitarian protected zone.  
Remained vigilant, carry on with recce flights along the border.  
Supported Caritas to bury corpses in mass graves.  
Today 5 American officers joined the French-led coalition force.

3. RGF

Less but still many RGF soldiers in Goma. Gen Bizimungu met FC today at the airport for a meeting.

4. RPF

NTR

5. OWN MILITARY ACTIVITIES

Maintained liaison with French-led coalition force and UNREO.  
Escorted today FC with support of French LO during his visit at Goma airport.  
FC held a meeting with Gen Lafourcarde, Gen Bizimungu and the commander of newly arrived American officers during his visit at Goma airport.  
Col Diarra, CLO, remained in Goma to escort the family of Mr Kayibanda tomorrow to Kigali.

6. HUMANITARIAN ACTIVITIES

Many corpses are still in and around the town along the roads. Less refugees were seen today on the road than the days before.

7. MISC

Inmarsat telephone was sent today to Kigali for repair, LTG has at the moment no communication to UNAMIR HQ.



OKF 907

URGENT

UNAMIR  
94 JUL 17 08 32

①

(FC)

②  
HAC

This would be  
good stuff. Your  
comments before I  
leave in the morning  
to Goma.

om : UNAMIR GOMA ZAI

PHONE No. : 871 683 135 141

Jul. 17 1994 10:17AM P01

ic  
19/7

FM GENERAL LAFOURCADE  
TO GENERAL DALLAIRE

GOMA, le 17 juillet 1994

OBJET : Retour de populations en zone FPR.

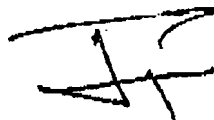
1. Un certain nombre de déplacés actuellement en Zone Humanitaire Sûre ont émis le souhait de rejoindre la zone sous contrôle FPR; il s'agit en particulier d'une centaine de personnes vivant sur le camp de MURAMBI.

2. Ce type d'opération, s'il était réalisé, devrait être conduit sous le triple contrôle de la MINUAR, de la FORCE TURQUOISE et du FPR.

Par ailleurs une totale sécurité devra être garantie aux personnes ayant opté pour ce choix.

3. Je vous demande de me faire connaître votre avis sur cette proposition, ainsi que les mesures

**LE GENERAL LAFOURCADE**  
**COMMANDANT LA FORCE TURQUOISE**

A handwritten signature or set of initials, possibly 'LF', written in dark ink. It consists of a horizontal line with a vertical stroke intersecting it, and another horizontal line below.

EXP:

FM Général LAFOURCADE  
TO Général DALLAIRE

GOMA le 16 juillet 1994

①

**OBJET :** Règles de comportement vis à vis des troupes en armes pénétrant dans la ZHS.

1- Conformément aux règles établies lors de la création de la Zone Humanitaire Sûre, toute troupe en arme désirant pénétrer dans la ZHS sera désarmée par la force TURQUOISE.

2- Vous demande bien vouloir m'adresser la planification des opérations de déploiement de la MINUAR II comprenant :

- Limites de zone
- Forces engagées (nature-volume-nationalité)
- Calendrier de mise en place.

②  
Coo  
I will sign here  
personally tomorrow.  
I want a plan to  
come with me.

Le Général LAFOURCADE  
Commandant la Force TURQUOISE



17/7

om : UNAMIR GOMA ZAI

06F 905

UNAMIR

PHONE NO: 871 683 135 141

Jul. 16 1994 6:51PM P01

19 JUL 16 16 58

Fe

FM GENERAL LAFOURCADE  
TO GENERAL DALLAIRE  
INFO GENERAL KAGAME

GOMA, le 16 juillet 1994

①

OBJET: Incident de ce jour.

S.S. Communiqué de presse.

②  
Dallaire  
Inf. Turc mere  
13 furets soldats  
insolent

1. En accord avec le souhait formulé par les deux parties, aucune publicité ne devait être donnée à l'incident de ce jour entre des éléments FPR et TURQUOISE.

2. La présence d'un journaliste à l'arrivée du blessé à l'antenne chirurgicale n'a pas permis de conserver la discrétion souhaitée.

3. Un communiqué de presse a donc été rédigé afin de minimiser un incident dû à une méprise.

Fe  
17/7

LE GENERAL LAFOURCADE  
COMMANDANT LA FORCE TURQUOISE

MKE 918

UNAMIR  
94 JUL 17 14 40

(FC) OPS E/DIR HAC.

Com : UNAMIR GOMA ZAI

PHONE No. : 871 683 135 141

Jul.17 1994 4:21PM P01

TO: FO

FROM: Liaison Team Goma



S P E C I A L  
S I T R E P

Very Urgent

DTG: 17 1530 Jul 94

### 1. GEN SITUATION

The Situation in Goma is out of controll and highly explosive.

### 2. FRENCH TROOPS ACTIVITIES

Today at 1500 hrs a French LtCol Marin, who was together with two MilObs, SLO LtCol Doumbia and Maj Unger as well as 3 more French officers to look for an office, was shot on and injured on the left upper part of the body. It happened in the court of an house in the town of Goma when all stood together to discuss with the ownwer of the house. Source and intention is unknown, at that time only a shot was heard and and LtCol Marin felt the impact. He was brought immediately to the French surgery at the airport, where he is at the moment treated. His state is at the moment unknown.

### 3. RGF

Many RGF soldiers at the moment in Goma and surroundings. Because

Extended Page  
Authorities unable to check properly. Many RGF take their weapons, even heavy weapons, AA 3.5 cm were seen by MilOBs in Goma. The attitude is hostile against French troops.

#### 4. RPF

RPF was shelling Zairian territory at 1540 hrs, 600m south of the Goma airport and makes the situation very dangerous! *SOURCE is French troops.* RPF is attacking Gisenyi, since the morning prepared by shelling into Gisenyi.

#### 5. OWN MILITARY ACTIVITIES

Carried out escort to Rwanda border this morning and in town this afternoon, escorted by French LO and in French vehicles.

From : UNAMIR GOMA ZAI

PHONE No. : 871 683 135 141

Jul.17 1994 4:23PM P02

**6. HUMANITARIAN ACTIVITIES**

According to UNREO, at the moment more than 1 Mio refugees in Zaire, the number rises increasingly very strong!

**7. MISC**

NTR

TO: FO

FROM: Liaison Team Goma



## S I T R E P

DTG: From 20 1800B Jul 94 TO 21 1800B Jul 94

### 1. GEN SITUATION

Still tense, because of the high amount of refugees in the region around Goma.

### 2. FRENCH TROOPS ACTIVITIES

Maintain security in the humanitarian protected zone.  
Remain vigilant, carry on with recce flights along the border.  
Supported Caritas by providing trucks to bury corpses in mass graves.  
Today 7 Egyptian officers joined the French-led coalition force.  
French liaison team supported today MILOBs to find the family of Mr Kayibanda.

### 3. RGF

Many RGF soldiers are still in Goma.

### 4. RPF

Control the border to Zaire. According to UNREO, Gisenyi is completely deserted.

### 5. OWN MILITARY ACTIVITIES

Maintained liaison with French and Zairian Liaison Officers and UNREO. Carried out recce with French liaison team in their vehicle to the border, the airport and within the town.  
Was looking together with CLO/UNAMIR for the family of Mr. Kayibanda, escorted and supported by French LO. After they found this family eventually, the UN helicopter left already Goma airport for Gatuna. Col Diarra and Capt Boateng, who accompanied CLO were obliged to stay over night in Goma.

### 6. HUMANITARIAN ACTIVITIES

Many corpses are still in and around the town along the roads.  
UNREO contacted today again RPF officers in Gisenyi, to discuss the



procedure of relief actions in Rwanda, going out from Goma.

**7. MISC**

According to UNREO, the under-secretary general of UN for special affairs is coming on sunday to visit Goma.

WKF 905

UNAMIR  
19 JUL 16 16 58  
FC

Jul. 16 1994 6:51PM P01

FM GENERAL LAFOURCADE  
TO GENERAL DALLAIRE  
INFO GENERAL KAGAME

GOMA, le 16 juillet 1994

OBJET : Incident de ce jour.

P.S. Communiqué de presse.

①  
② Dukaia  
Inf. There were  
13 female soldiers  
involved - Sm.  
D  
17/7

1. En accord avec le souhait formulé par les deux parties, aucune publicité ne devait être donnée à l'incident de ce jour entre des éléments FPR et TURQUOISE.
2. La présence d'un journaliste à l'arrivée du blessé à l'antenne chirurgicale n'a pas permis de conserver la discrétion souhaitée.
3. Un communiqué de presse a donc été rédigé afin de minimiser un incident dû à une méprise.

LE GENERAL LAFOURCADE  
COMMANDANT LA FORCE TURQUOISE



## **OPERATION TURQUOISE COMMUNIQUE**

Le 16 juillet 1994 vers 15 heures, suite à une méprise, une patrouille française qui circulait en limite de la zone de sécurité dans la région du col de NDABA a été prise sous un tir. L'incident n'a duré que quelques secondes et s'est arrêté dès reconnaissance de notre patrouille. Immédiatement des contacts ont été établis entre les chefs des deux éléments mettant fin à cette méprise.

Lors de l'incident, un soldat français a été légèrement blessé au coude par balle. L'intéressé a été immédiatement évacué par hélicoptère sur GOMA.

A GOMA, ce 16 juillet 1994

(F) Dpt Turquoise

The four persons are:

UNAMIR

94 JUL 11 08:11

DOROTHY	BYRNE	UK	Passport	011623658
JENNY	CLOWTHER	UK	"	668101V
NICHOLAS	HUGHES	UK	"	740034574
John	GATIBARY	KENYA	"	B025949

From : UNAMIR GOMA ZAI

PHONE No. : 871 683 135 141

Jul 11 1994 10:24AM P01

TO: FO

INFO: Maj Plante ✓

FROM: Liaison Team Goma

DTG: 11 1000 Jul 94

SUBJECT: DOCUMENTARY SERIES ON THE UN, VISIT OF A FILM TEAM IN GOMA

1. For security reasons, French troops request the names and personal data of these members of the film team, so access is guaranteed to the French military installations.
2. The response is requested ASAP.
3. LTG will obtain necessary clearance from Zairian authorities.

Maj Plante

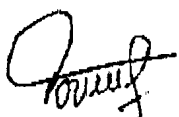
Reply sent 11/7

From : UNAMIR GOMA ZAI

PHONE No. : 871 683 135 141

Jul.10 1994 5:17PM P01

TO: FO ✓  
FROM: Liaison Team Goma



DTG: 10 1635 Jul 94

**Message from Gen Lafourcade to Gen Dallaire**

1. RPF advance towards Kibuye has resulted in the fleeing of 300 000 displaced people to Kibuye. Only for your information.
2. French-led coalition force intend to conduct daily air recce, starting from tomorrow 11 Jul 94, in the humanitarian protected zone. Type of aircraft is -ATLANTIC-, request permission from Force commander UNAMIR. Timing is not specified.



UNAMIR

OUTGOING FAX NO. *KMF 458*

154 JUL 10 12 54  
PAGE 1 OF 1

*MISC 1158*

TO: UNAMIR LIAISON TEAM OPERATION TURQUOISE GOMA, ZAIRE	FROM: MGEN DALLAIRE FORCE COMMANDER UNAMIR, KIGALI <i>Dallaire</i>
ATTN: COL DOUMBIA	DATE: 10 JULY 1994
FAX NO: 871-683-135-141	PHONE: 1-212-963-3092
INFO: FAX NO:	FAX NO: 1-212-963-3090
Internal Dist.:	
SUBJECT: DOCUMENTARY SERIES ON THE UN	
REFERENCE:	

1. AT APPROX 1000 HRS, 12 JULY, A TEAM OF FOUR FILM CREW, WHO ARE MAKING A DOCUMENTARY SERIES FOR UK CHANNEL 4 TV ABOUT THE UN FOR ITS 50TH ANNIVERSARY NEXT YEAR AND WHICH WILL INCLUDE THE HISTORY OF PEACE-KEEPING, WILL ARRIVE IN GOMA BY UN HELICOPTER. MAJ PLANTE, UNAMIR MILITARY SPOKESMAN, WILL ACCOMPANY THE TEAM.
2. IT IS SUGGESTED THAT ALL AVAILABLE UNAMIR LIAISON TEAM IN GOMA MEET THE HELICOPTER. AFTER SOME DISCUSSIONS AND QUESTIONS/ANSWERS, THE CREW WOULD WISH TO FILM THE LIAISON TEAM DURING THEIR WORK WITH THE MEMBERS OF THE FRENCH-LED COALITION FORCES.
3. YOU ARE ALSO REQUESTED TO ARRANGE A SHORT INTERVIEW BETWEEN THE FRENCH COMMANDER AND THE FILM CREW.
4. THE TEAM WILL DEPART GOMA AT APPROX 1400 HRS THE SAME DAY.
5. FC CONCURS.
6. YOUR FULL COOPERATION IS APPRECIATED.

*(PK) EDIR OIC CMO*

*Confirmation copy  
passed by voice due to  
over circuit at*

154 JUL 10 17 34  
UNAMIR

Tel: 071 284 2020 (national)  
+44 71 284 2020 (international)



Fax: 071 284 1810  
(International) +44 71 284 1810  
Telex: 914951 (zozotv-G)

10 STUCLEY PLACE LONDON NW1 8NS ENGLAND

5th July 1994

To: Major Plante  
UNAMIR Military Spokesman

From: Jenny Crowther/Dorothy Byrne

Fax: 0101 212 963 3090

Dear Major Plante

Roger Lambo from UNAMIR in Nairobi will have told you of our plans to travel to Kigali on Friday 8th July with the UN convoy.

We are making a major three hour documentary series for British Television about the United Nations for the 50th anniversary next year. One of the films concentrates on the history of peace-keeping. We have already filmed the UNOSOM operation in Somalia and would like to spend two or three days filming the UN troops in Kigali. We are also filming the DPKO in New York and interviewing Kofi Annan and Elizabeth Lindermayer.

*Channel 4  
TV*

Roger said that you would be able to arrange accommodation for us at the Meridian Hotel and that you would organise our security clearance both with the UN and the RPF.

Would it be possible to have a detailed briefing from you when we arrive on Friday? I will try and speak with you before we leave Nairobi on Thursday.

We would also like to interview the force Commander, Major General Dalliere. We plan to film in Kigali on Saturday 9th, Sunday

10th, and possibly Monday 11th July. Could you arrange for us to interview him on one of those days - preferably Saturday or Sunday.

Many thanks for your help. We look forward to seeing you.

Yours sincerely

Jenny Crowther  
Dorothy Byrne  
Nick Hughes  
Jon Gatiburu.



Tel: 071 284 2020 (national)  
+44 71 284 2020 (international)



Fax: 071 284 1810  
(international) +44 71 284 1810  
Telex: 914951 (zozoty-G)

10 STUCLEY PLACE LONDON NW1 8NS ENGLAND

6th June 1994

To: Major Plante  
Military Spokesman/UNAMIR

From: Jenny Crowther  
Twenty Twenty Television

Fax: 0101 212 963 3090

Dear Major Plante

Roger Lambo at UNAMIR in Nairobi has explained to me that the names of the Twenty Twenty crew have been given to the RPF for clearance. Can I confirm that this is the case.

As you know, we are planning to join the UN convoy on Friday 8th July at Kikitumba to travel to Kigali. Roger believes our names will be on an RPF list at the border.

Can you organise this for us please if you have not already done so. I have contacted the RPF in Brussels and given them our names and passport numbers but they may not let us know until Thursday or Friday - so it would be very useful if we had RPF permission from your side to join the convoy.

Many thanks for all your help - we appreciate it!

Yours sincerely,

Jenny Crowther  
Dorothy Byrne  
Nick Hughes  
John Gatibaru

Contact numbers in Nairobi:

1. 335 422 (Norfolk Hotel)
2. 213 064 (Broadcast News and Features)

*Ch. Byrnes*

*Ken - the director came  
in. Lambo et lui dire  
qu'il n'y a rien  
que je peux faire moi  
7 jul. Jenny*

UNAMIR

**URGENT FAX**

194 JUL -6 15

041

To: Major Plante  
Military Spokesman/Unit 412

Fax Number

010.1 212 963 8090

Total pages: 2 (Including this)

From: G. Jenny Crowther

TWENTY TWENTY TELEVISION

10 STUCLEY PLACE LONDON NW18NS UK

Fax: 071 284 1810 Tel: 071 284 2020 Telex: 914951

London UK (fax - international + 44 71 284 1810)

TWENTY  
TWENTY

**URGENT FAX**

To: Major Plank

Fax Number 0101 212 968 8090

Total pages: 3 (Including this)

From: Jenny Crowther

TWENTY TWENTY TELEVISION

10 STUCLEY PLACE LONDON NW1 8NS UK

Fax: 071 284 1810 Tel: 071 284 2020 Telex: 914951

London UK (fax - international + 44 71 284 1810)

TWENTY  
TWENTY

GOMA LE 8 AOUT 1994

FM : GENERAL. LAFOURCADE

TO : GENERAL. DALLAIRE

OBJET : RELEVÉ SUR LA ZONE HUMANITAIRE SURF.

1- Afin de créer les conditions d'une relève progressive des forces sur la ZHS qui tienne compte de la mise en place échelonnée des unités de la MINUAR, j'ai l'honneur de vous proposer le calendrier suivant :

- **ZONE 4A** : passage du GHANBATT sous contrôle opérationnel de la MINUAR à compter du 17 AOUT 1994 à 8 heures B.

- **ZONE 4B** : passage du Bataillon africain sous contrôle opérationnel de la MINUAR à compter du 21 AOUT à 12 heure B, date à laquelle l'ensemble de ses équipements ONU auront rejoint la zone;

**ZONE 4C** : passage du bataillon éthiopien sous contrôle opérationnel de la MINUAR le 21 AOUT à 12 heures B en souhaitant une mise en place de ce bataillon dès le 18 AOUT.

2- Dans le but d'assurer une coordination optimale de nos actions pendant cette phase délicate et décisive, je vous propose de maintenir sur les zones 4A et 4B des détachements de liaison TURQUOISE qui pourraient être engagés dans les conditions suivantes :

- ZONE 4A : 2 équipes de liaison jusqu'au 20 AOUT 8 heures B.

- ZONE 4B : 2 équipes de liaison jusqu'au 21 AOUT 8 heures B.

3- J'espère que ces mesures, dont l'objectif vise au succès de cette relève, obtiendront votre agrément. Je suis tout disposé à prendre en compte toute remarque ou suggestion.

4- Compte tenu des incertitudes qui pèsent sur la date de déploiement du bataillon éthiopien en zone 4C, et de la nécessité pour la force TURQUOISE de se désengager le 22 Août, conformément au mandat de l'ONU, je vous saurais gré de bien vouloir me faire connaître les solutions que vous envisagez. Celles-ci pourraient être soit élaborées par la MINUAR avec ses moyens propres, soit proposées aux instances des Nations Unies à New-York.

TRANSMISSION CHIFFREE

EXP:

PCIAT GOMA

00 871 111 1737

1994-07-17

15:02

CH-48 F

#1

45021 198 1455

FM GENERAL LAFOURCADE

TO GENERAL DALLAIRE

①

OBJET : Tirs sur GOMA

Je vous demande de prévenir le Général KAGAME que si les tirs sur GOMA ne stoppent pas, la FRANCE envisage une intervention par la force.

②

SPS6 ✓ seen

Plus note  
and return

h

rc

17/7

Le Général LAFOURCADE  
Commandant la Force Tropicale

St

From : UNAMIR GOMA ZAI

WKF 905

UNAMIR  
15 JUL 16 16 58  
PHONE IN: 871 683 135 141

Jul. 16 1994 6:51PM P01

FM GENERAL LAFOURCADE  
TO GENERAL DALLAIRE  
INFO GENERAL KAGANE

GOMA, le 16 juillet 1994

OBJET : Incident de ce jour.

R.S. Communiqué de presse.

1. En accord avec le souhait formulé par les deux parties, aucune publicité ne devait être donnée à l'incident de ce jour entre des éléments FPR et TURQUOISE.
2. La présence d'un journaliste à l'arrivée du blessé à l'antenne chirurgicale n'a pas permis de conserver la discrétion souhaitée.
3. Un communiqué de presse a donc été rédigé afin de minimiser un incident dû à une méprise.

LE GENERAL LAFOURCADE  
COMMANDANT LA FORCE TURQUOISE

## **OPERATION TURQUOISE COMMUNIQUE**

Le 16 juillet 1994 vers 15 heures, suite à une méprise, une patrouille française qui circulait en limite de la zone de sécurité dans la région du col de NDABA a été prise sous un tir. L'incident n'a duré que quelques secondes et s'est arrêté dès reconnaissance de notre patrouille. Immédiatement des contacts ont été établis entre les chefs des deux éléments mettant fin à cette méprise.

Lors de l'incident, un soldat français a été légèrement blessé au coude par balle. L'intéressé a été immédiatement évacué par hélicoptère sur GOMA.

A GOMA, ce 16 juillet 1994

TRANSMISSION CHIFFREE

EXP: PCIAT GOMA 00 871 111 1737 1994-07-17 15:02 CH-48 F #1

45021 198 1455

FM GENERAL LAFOURCADE

TO GENERAL DALLAIRE

OBJET : Tirs sur GOMA

Je vous demande de prévenir le Général KAGAME que si les tirs sur GOMA ne stoppent pas, la FRANCE envisage une intervention par la force.

Le Général LAFOURCADE  
Commandant la Force Turquoise

(2)  
Monsieur Kagame

Sir, the french have  
their aircraft in the  
air now. I have asked

B Gen lafourcade if a crater  
analysis has been done to  
confirm the grid reference of  
the mortar base plate. He  
was working on it and  
will get back to me.

Regards.

P.S. I will be in Goma tomorrow  
to go over our plans of hardener  
in the ... protection zone



TRANSMISSION CHIFFREE

EXP: PCIAT GOMA 00 871 111 1737 1994-07-17 15:02 CH-48 F #1

45021 198 1455

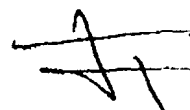
**FM GENERAL LAFOURCADE**

**TO GENERAL DALLAIRE**

**OBJET : Tirs sur GOMA**

Je vous demande de prévenir le Général KAGAME que si les tirs sur GOMA ne stoppent pas, la FRANCE envisage une intervention par la force.

**Le Général LAFOURCADE**  
**Commandant la Force Turquoise**



OPERATION TURQUOISE  
GENERAL

A12/1717  
RND 2/2  
GOMA, le 13 juillet 94  
N° /PCIAT/CAB  
760

GENERAL LAFOURCADE  
Commandant l'OPERATION TURQUOISE  
à  
Monsieur le Général DALLAIRE  
Commandant la MINUAR

**OBJET** : Exécution de la mission humanitaire en zone humanitaire sûre (ZHS).

Je vous adresse ci-joint les modalités d'exécution de ma mission telles que nous les envisageons dans la "zone humanitaire sûre" (ZHS).

Je vous demande de ne pas diffuser ce document, mais vous pouvez en préciser tous les principes à vos correspondants.

La mise en application de ces dispositions interviendra progressivement, mais une déclaration de cessez-le-feu permettrait de les mettre en oeuvre immédiatement.

Je suis à votre entière disposition pour vous rencontrer le plus tôt possible afin de parler de l'organisation de la relève. Le Gouvernement Français m'a confirmé son souhait de respecter la durée du mandat confié à la FRANCE avec un désengagement de la Force TURQUOISE courant août. Nous discuterons de ce problème ensemble.

La situation à l'ouest du RWANDA devient très critique avec un afflux de réfugiés et une désorganisation des FAR et des milices qui me font craindre une aggravation de la situation dans la zone.

Seul un cessez-le-feu rapide permettrait d'éviter le pire.

GENERAL LAFOURCADE  
COMFORCE



FM GENERAL LAFOURCADE  
TO GENERAL DALLAIRE

GOMA LE 13 JUILLET 1994

OBJET : LIMITES DE LA ZONE HUMANITAIRE SURE

①

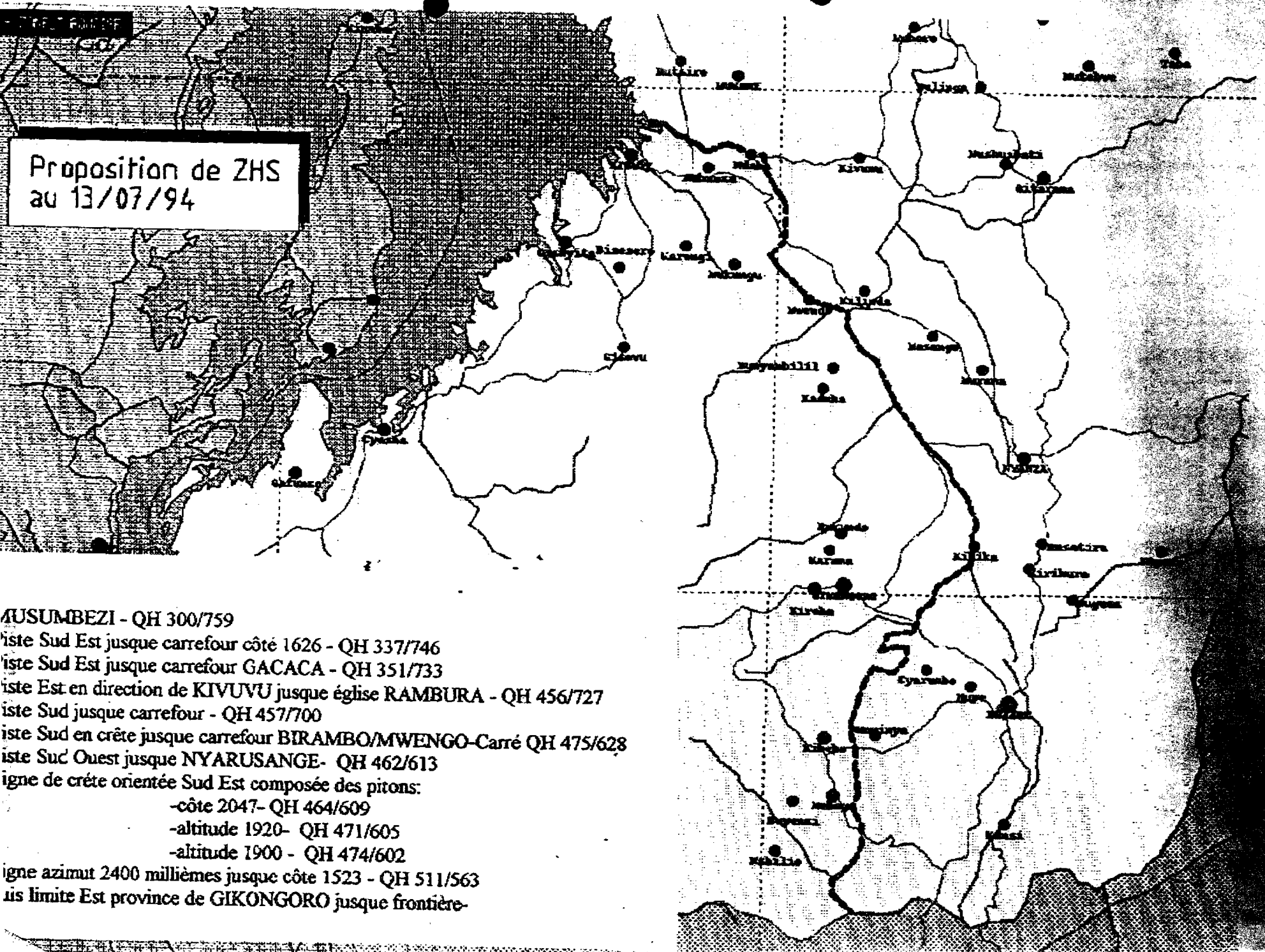
VEUILLEZ TROUVER CI-JOINT LE TRACE DES LIMITES DE LA ZONE  
HUMANITAIRE SURE

②  
cos  
un spote  
le  
re  
14/7

LE GENERAL LAFOURCADE  
COMMANDANT LA FORCE TURQUOISE

Proposition de ZHS  
au 13/07/94

1. Ligne Sud Est jusqu'à carrefour côté 1626 - QH 337/746  
 2. Ligne Sud Est jusqu'à carrefour GACACA - QH 351/733  
 3. Ligne Est en direction de KIVUVU jusqu'à église RAMBURA - QH 456/727  
 4. Ligne Sud jusqu'à carrefour - QH 457/700  
 5. Ligne Sud en crête jusqu'à carrefour BIRAMBO/MWENGO-Carré QH 475/628  
 6. Ligne Sud Ouest jusqu'à NYARUSANGE- QH 462/613  
 7. Ligne de crête orientée Sud Est composée des pitons:  
     -côte 2047- QH 464/609  
     -altitude 1920- QH 471/605  
     -altitude 1900 - QH 474/602  
 8. Ligne azimut 2400 millièmes jusqu'à côte 1523 - QH 511/563  
 9. La limite Est province de GIKONGORO jusqu'à frontière-



21-52 CH-48 S BIEN RECU #1

AB 1018 B  
/ RN 1

1) Veuillez trouver ci-joint le texte des directives adressées aux commandants de secteurs; elles sont destinées à faciliter l'installation des détachements de liaison de la MINUAR et la conduite de leur mission dans la Zone Humanitaire Sûre.

**2) Incident :**

Le 12 juillet, le Capitaine TRAORE Prosper (République du MALI) a molesté un employé de l'hôtel dans lequel il séjournait, provoquant un attroupement. Afin d'atténuer rapidement les conséquences de cet incident pouvant entacher la crédibilité de la MINUAR, je demande que cet officier soit rapatrié sur KIGALI par la liaison aérienne du 14 juillet.

**3) Rendez-vous avec le Général RUSATIRA.**

Les modalités concernant la rencontre demandée sont en cours. Cette réunion pourrait se dérouler le 14 juillet à 10 heures sur l'aérodrome de BUKAVU. Des précisions vous seront transmises dans la journée. J'appelle votre attention sur les menaces qui pèsent actuellement sur cet officier, qualifié de traître par les Forces Armées Rwandaises.

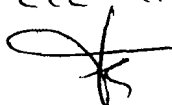
4) Vous demande de bien vouloir nous donner toute information concernant les religieuses Carmélites de Saint-Michel de KIGALI (présence, localisation, nombre, état physique et moral...).

Le Général LAFOURCADE  
Commandant la force Turquoise



Reçu à 10h18 B

CCC GIRAUD



A7 | 10 19 17  
(RN)

## CONDUITE A TENIR VIS A VIS DES DETACHEMENTS DE LIAISON DE LA MINUAR

### D - GENERALITES.

Les détachements de liaison de la MINUAR, dont l'installation est en cours de réalisation sur la Zone Humanitaire Sûre, ont pour mission de préparer le déploiement de la MINUAR II, destinée à relever la Force TURQUOISE.

La présente note a pour objet de définir les principales mesures de coordination de nature à faciliter leur mission.

### II) - CADRE DE L'ACTION.

#### 21) - Prise en compte de la relève.

Il importe que toutes les facilités de déplacement soient accordées aux DL sur la zone afin de leur permettre une prise en compte rapide du cadre de la mission :

- limites de la zone,
- zones de déploiement de nos unités,
- points-clés du terrain.

22) Modalités. - Les études préliminaires conjointes et les reconnaissances de terrain seront menées dans les délais les plus brefs afin d'accélérer la planification des opérations de déploiement de la MINUAR II.

#### \* Cas particulier du bataillon sénégalais:

Le bataillon sénégalais sera déployé progressivement afin de prendre en compte au plus vite la zone qui lui est destinée. La coordination avec la MINUAR doit intégrer ce déploiement dont la réussite conditionne en partie le succès de la relève.

\* Les commandants de secteur renseigneront en permanence le COMFORCE sur les intentions de la MINUAR dans les domaines suivants :

- caractéristiques du déploiement envisagé (nature, volume, moyens, zone de travail),
- règles d'engagement,
- liaisons avec les observateurs placés auprès du FPR,
- liaisons avec le FPR,
- organisation du commandement tactique sur la zone (emplacement des PC mesure de coordination - liaison).

118 / 1200 /  
TRNG

### **III) - INSTRUCTIONS PARTICULIERES.**

#### **31) - Subordination.**

Les DL sont détachés auprès des commandants de secteurs ; ils restent, pendant toute la durée de la mission, subordonnés au commandant de la MINUAR.

#### **32) - Sécurité.**

Compte tenu d'un climat politique hostile et des griefs de la population HUTU vis à vis de la MINUAR, la sécurité des DL revêt une importance capitale. Les commandants de secteurs, responsables de la sécurité, veilleront tout particulièrement :

- aux conditions de logement des DL qui seront obligatoirement colocalisés avec des éléments TURQUOISE,
- aux déplacements des équipes pour la ZHS ; les DL seront obligatoirement accompagnés par des militaires de la Force TURQUOISE dans tous leurs déplacements.

#### **32) - Contacts avec les autorités.**

Les commandants de secteur faciliteront les prises de contact avec l'ensemble des organismes et autorités susceptibles de faciliter le déploiement de la MINUAR II (autorités civiles, administrations militaires, religieuses, ONG...).

### **IV) - DIVERS.**

Les DL détachés auprès des secteurs sont autonomes au plan du transport et des liaisons ainsi que de l'alimentation. Pour des raisons de sécurité, leur logement est à la charge des COMSECTEUR (cf § 32) jusqu'à la relève par la MINUAR II.





# TRANSMISSION CHIFFREE

FPR: ETAT GENE TUBOU

00 871 111 2444 1994-07-13 17:24 CH-24

Alger 172  
✓

Il serait nécessaire que le FPR déclare immédiatement au commandant de la force tout élément qui serait actuellement à l'intérieur du périmètre

## Unités FAR à l'intérieur de la zone

Le principe posé par la France est que la zone ne doit pas servir de base arrière pour les FAR.

L'usage de la force par tout élément armé à l'intérieur de la zone est interdit. Le principe d'interdiction des mouvements de groupes armés sera privilégié.

## 2 - Poursuite des auteurs des massacres :

Concernant la conduite à tenir vis à vis des auteurs d'exactions et de massacres vous adopterez l'attitude suivante :

### 2.1 - Flagrant délit

vous êtes autorisé à appréhender les contrevenants par la force, mais vous n'êtes pas habilité à les garder sous votre responsabilité. Ils devront être remis dans les plus brefs délais à la MINUAR.

A cet effet, il vous appartient de définir, en liaison avec le Général Dallaire, les modalités pratiques d'exécution de cette mission particulière.

oh  
oui  
Comment  
militaire - civil

### 2.2 - Poursuite :

oh [ La poursuite des auteurs d'exactions et de massacres est de la responsabilité de la MINUAR.

Elle pourra être mise en oeuvre d'autant plus vite que la commission d'enquête "sur les actes de génocide commis au Rwanda", dont nous avons encouragé la création en votant la résolution 935, sera mise en place.

Toutefois, il vous appartient de fournir tous les renseignements dont vous disposerez aux représentants de l'ONU, par l'intermédiaire de notre représentation diplomatique à Goma.

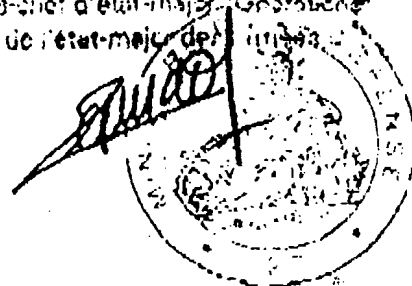
## 3 - Action humanitaire :

La première action la plus importante est d'arrêter les zones qui sont contrôlées.

AIS 1724972  
RW0

- aide alimentaire : une aide alimentaire gouvernementale a été acheminée dans la ZHS,
- aide médicale : le déploiement à Goma et surtout à Cyangugu de moyens du service de santé des Armées permet de traiter les populations,
- évacuation : il est bien entendu que tout sera fait pour faciliter le déploiement de l'aide humanitaire dans la ZHS, mais aussi partout où cela sera nécessaire.

Le Général de division R. GERMANOS  
Sous-chef d'état-major Général  
de l'état-major des armées



## ANNEXE

## Modalités de déploiement de la force Turquoise dans la zone humanitaire sûre (ZHIS)

1 - But de l'action de la force Turquoise dans la ZHIS :

- \* Sous le signe de l'urgence humanitaire, faire respecter dans la zone définie l'interdiction de toute activité de nature à porter atteinte à la sécurité des populations. ✓
- \* Préparer dans les délais les plus brefs, la relève de la force Turquoise par la MINUAR II. ✓

2 - Activités de nature à porter atteinte à la sécurité des populations :

- \* *attitude manifestement belliqueuse d'une troupe en armes* : il pourra s'agir d'individus ou de groupes armés, d'unités militaires régulières ou non, de soldats armés isolés, de manifestations de foule à l'attitude agressive. ✓
- \* *obstruction aux flux permettant la vie normale des populations* : des barrages routiers empêchant la libre circulation des personnes et des biens sur les axes, les actes malveillants tendant à priver les populations d'eau ou d'électricité, les entraves au commerce. ✓
- \* *agression physique et morale à l'encontre d'un individu, d'un groupe ou d'une communauté committe* : - soit par des personnes physiques, - soit par des personnes morales, dans ce dernier cas, la distribution de tracts ou des émissions radiodiffusées appelant à la violence sont particulièrement proscrites. ✓
- \* *destruction de biens mobiliers ou immobiliers, troupeaux et cultures ayant pour but de nuire aux populations* : le pillage, le vol, la spoliation des biens seront assimilés aux actes de destruction. ✓
- \* *un détournement de tir ou un tir en direction de la ZHIS* : les tirs effectués par des armes à tir tendu ou vertical de part et d'autre des limites de la ZHIS pourraient entraîner des tirs de riposte de la part de la Force ; dans tous les cas, ils feront l'objet de notifications aux parties prenantes, ainsi qu'il est prévu. ✓

3.3 Il coordonne, en liaison avec le MINUAR, l'action et la protection des  
différents organismes délégués auprès de la force TURQUOISE (CIVPOL,  
ENMO, etc. observateurs.)

4.4 Son objectif demeure de confier dans les meilleures conditions et les plus  
brefs délais la responsabilité de la zone à la MINUAR II.

\* survol de la zone par tout aéronef non autorisé par la force TURQUOISE et la MINUAR ; la Zone Humanitaire de Sécurité est assimilée à une zone d'opération aérienne ; à ce titre, toute activité aérienne est soumise à une autorisation préalable du COMFORCE. // ✓

### 3. Modalités d'action de la force TURQUOISE en ZHS :

#### 3.1 Prévention :

Dans un but de prévention, des liens étroits seront établis entre les différentes parties prenantes. Une information mutuelle, réalisée en temps réel, facilitera ce type d'action.

#### 3.2 Dissuasion, contrôle :

Manifester une présence dissuasive sur l'ensemble de la zone propre à recréer les conditions de sécurité d'une vie normale et à contrôler l'application des décisions internationales. Sauf cas de flagrant délit qui nécessiterait la neutralisation d'auteurs d'exactions remis alors à la MINUAR, l'action de la force TURQUOISE serait de soutenir celle de la communauté internationale, en particulier en fournissant tous les renseignements recueillis sur les auteurs de massacres par l'intermédiaire de la représentation diplomatique française à Goma. // \*

#### 3.3 Intervention :

L'intervention par la force, en cas d'infraction constatée, aux dispositions du paragraphe 2 est laissée à l'appréciation du Commandant de la Force ; elle sera adaptée au niveau de la menace. ✓

#### 3.4 Action humanitaire :

Il s'agit de favoriser en permanence la conduite des actions des organisations humanitaires ainsi que celles des commissions d'enquête internationales ; en particulier l'action des Observateurs des Droits de l'Homme sera facilitée sur l'ensemble de la zone. ✓

#### 3.5 Action internationale :

Il s'agit de contribuer à la montée en puissance de la MINUAR II en facilitant la mise en place de détachements spécialisés (CIVPOL et UNMO) des que la résolution fixant leur mandat sera adoptée par le Conseil de Sécurité. Par ailleurs, le déploiement d'équipes de liaison contribuera à la préparation de la relève de la Force par la MINUAR II dans les meilleures conditions. ✓

### 4. Commandement et contrôle

transcription

FM Général LAFOURCADE  
TO Général DALLAIRE

GOMA, le 12 juillet 1994

I) - Je vous remercie pour l'accueil que vous avez bien voulu réserver à mon Détachement de Liaison auprès de votre PC.

II) - En réponse aux questions posées par l'intermédiaire de mon D.L., je vous apporte les précisions suivantes:

21) - Propositions précises de la ZHS région KIBUYE vont vous être adressées par FAX pour éviter les litiges. ✓

22) - Il n'existe pas de PC tactique du PCIAT-TURQUOISE au Rwanda ?

23) - Dispositif FPR autour de RUHENGIERI. Nous ne disposons d'aucune information sur la situation dans cette zone où nous ne sommes pas présents. ✓

24) - Pression du FPR au sud: celle-ci est effective; elle se traduit par des infiltrations à l'intérieur de notre dispositif au Sud de GIKONGORO. ✓

25) - Détachement de liaison français auprès du FPR: celui-ci existe mais n'appartient pas à la Force TURQUOISE. hum

26) - Une conversation avec un correspondant d'une agence de presse fait état du souhait du général KAGAME de rencontrer des français. Il vous est demandé de bien vouloir vérifier cette information. Si elle était confirmée, le contact pourrait être établi par votre intermédiaire, et je propose que le général GERMANOS se rende à KIGALI pour vous présenter, ainsi qu'au général KAGAME, les modalités d'action de la Force TURQUOISE dans la Zone Humanitaire Sûre afin d'éviter tout malentendu sur les intentions de la France dans cette partie du RWANDA. // \*

Yours sincerely,

Le Général LAFOURCADE  
Commandant la Force TURQUOISE

②  
Coo  
Para 26.  
Please pass to  
French. I  
think if we  
had a memo-  
randum for  
recd that we  
could use to  
be in order to ensure  
a follow up. See me please  
147

GOMA, le 12 juillet 1994

FM Général LAFOURCADE  
TO Général DALLAIRE

I) - Je vous remercie pour l'accueil que vous avez bien voulu réserver à mon Détachement de Liaison auprès de votre PC.

II) - En réponse aux questions posées par l'Intermédiaire de mon D.L., je vous apporte les précisions suivantes :

21) - Propositions précises de la ZHS région KIBUYE vont-elles être adressées par FAX pour éviter les litiges.

22) - Il n'existe pas de PC technique du F CMT TURQUOISE au Rwanda.

23) - Dispositif FPR autour de RUHENGURI : nous ne disposons d'aucune information sur la situation dans cette zone où nous ne sommes pas présents.

24) - Pression du FPR au sud : celle-ci est effective ; elle se traduit par des infiltrations à l'intérieur de notre dispositif au Sud de GIKONGORO.

25) - Détachement de liaison français auprès du FPR : celui-ci existe mais n'appartient pas à la Force TURQUOISE.

26) - Une conversation avec un correspondant d'une agence de presse fait état du souhait du général KAGAME de rencontrer des français. Il vous est demandé de bien vouloir vérifier cette information. Si elle était confirmée, le contact pourrait être établi par votre intermédiaire, et je propose que le général GERMANOS se rende à KIGALI pour vous présenter, ainsi qu'au général KAGAME, les modalités d'action de la Force TURQUOISE dans la Zone Humanitaire Sûre afin d'éviter tout malentendu sur les intentions de la France dans cette partie du RWANDA.

Yours sincerely

② Col Deane  
(C. Lacroix)  
Permettez-moi de vous  
dire que je ne peux pas  
vous en dire plus.

Le Général LAFOURCADE  
Commandant la Force TURQUOISE

From : UNAMIR GOMA ZAI

PHONE No. : 871 683 135 141

Jul.11 1994 8:49AM P01

FM GENERAL LAFOURCADE  
TO GENERAL DALLAIRE

GOMA, le 11 juillet 1994

**OBJET:** Limite de la Zone Humanitaire Sûre.

1) Le 10 juillet en fin d'après midi une vingtaine de soldats du FPR ont été repérés sur la crête de NKOTO (474 - 602) au sud de BIRAMBO.

2) Cette position se situe à 1 Km à l'intérieur de la Zone Humanitaire Sûre.

3) Je vous demande de bien vouloir inviter le FPR à se retirer à l'extérieur de la zone définie par l'ONU; cette démarche devrait permettre d'éviter l'emploi de la force.

4) Réponse urgente demandée



**LE COLONEL LUREAU**  
**CHEF D'ETAT MAJOR**

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized, overlapping loops and a long, sweeping horizontal stroke at the bottom right.

*Copie donnée au  
Maj Racine - S.  
Col MOEEN  
Col TIDICA*

From : UNAMIR GOMA ZAI

PHONE No. : 683 135 141

Jul.10 1994 10:52AM P01

**OPERATION TURQUOISE**

**GOMA le 10 juillet 1994**

**FM : GENERAL LAFOURCADE**

**TO : GENERAL DALLAIRE**

**1) Ref : Votre fax du 8 juillet.**

a) Le paragraphe C fait état de la présence d'éléments FPR dans la zone humanitaire sûre contrôlée par la force TURQUOISE. Cette situation est en opposition avec les décisions de l'ONU. Je vous demande d'appeler le FPR au respect des limites définies.

**b) Paragraphe D**

Je vous propose d'acheminer votre équipe de DL de GOMA sur BUKAVU par mes moyens propres, après qu'ils aient reçu au P.C. de l'opération toutes les informations nécessaires au bon déroulement de leur mission (briefing par Chef OPS).

**2) Ref : Votre fax du 9 juillet.**

**a) Paragraphe 2/D**

J'assurerai la sécurité des personnels de la MINUAR sur l'ensemble de la zone dont j'ai la responsabilité.

**b) Paragraphe 2/E**

Les recherches sont en cours pour procurer un logement à votre détachement de 5 personnes.

**c) Paragraphe 2/F**

Les commandants de secteur mettront vos détachements en contact avec les autorités administratives, civiles, militaires, ONG de la zone dès leur arrivée.

**d) Paragraphe 4**

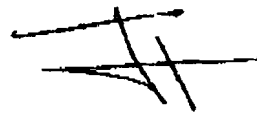
Le retour de l'officier chargé de la reconnaissance sur GOMA sera assuré dans les conditions prévues.

**3) Divers**

Vous demande si les DL MINUAR détachés auprès de vos unités le long de la ligne délimitant la zone de protection pourront avoir contact soit avec les éléments FPR de la zone soit avec le DL MINUAR que vous auriez déployés en zone FPR.

Je reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

**Général LAFOURCADE**



KIGALI, LE 10 JUILLET 1994

A L'ATTENTION DU GENERAL LAFOURCADE  
COMMANDANT DE L'OPERATION TURQUOISE  
GOMA, REPUBLIQUE DU ZAIRE

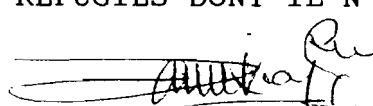
VOTRE MESSAGE DU 9 COURANT A RETENU TOUTE MON ATTENTION.

COMME VOUS, JE CONTINUE A ME REJOUIR QU'IL N'Y AIT PAS EU D'INCIDENTS ENTRE NOS FORCES ET J'ESPERE QUE L'INSTALLATION D'UN OFFICIER DE LIAISON EQUIPE DE MOYENS DE COMMUNICATION NE POURRA QUE RENFORCER CE CLIMAT.

S'AGISSANT DU CONTENU PROPREMENT DIT DE VOTRE MESSAGE, IL JUSTIFIE, A NOS YEUX, LES POSITIONS QUE NOUS AVIONS EXPRIMEES A MAINTES REPRISES SELON LESQUELLES L'OPERATION TURQUOISE AVAIT DES VISEES POLITIQUES SOUS LE COUVERT D'UNE OPERATION HUMANITAIRE.

EN EFFET, LORS DE NOTRE CONFERENCE DE PRESSE TENUE A KIGALI LE 5 COURANT, LE FPR A EXPRIME SON INTENTION DE DECLARER UN CESSEZ-LE-FEU UNILATERAL QUI NE CONSACRE PAS L'IMPUNITE DES AUTEURS DU GENOCIDE ET AUTRES ABOMINABLES CRIMES CONTRE L'HUMANITE. L'OBJECTIF DE CE CESSEZ-LE-FEU NE SERAIT PAS NON PLUS D'OFFRIR A CES CRIMINELS UN TREMPLIN POUR LE POUVOIR, COMME SEMBLENT LE PROPOSER TOUS CEUX QUI PRONENT LA NECESSITE D'UN ACCORD POLITIQUE AVEC EUX.

LES COMBATS NE CONTINUERAIENT QUE SI LES ANCIENNES FORCES GOUVERNEMENTALES OU N'IMPORTE QUI D'AUTRE REJETTAIENT L'OFFRE DE CESSEZ-LE-FEU ET, EN TOUT ETAT DE CAUSE, CEUX-CI NE VISERAIENT PAS LES CIVILS NON ARMES. SI CES DERNIERS, ABUSES PAR LA PROPAGANDE DES MILIEUX EXTREMISTES, CEDAIENT A LA PANIQUE ET DEVAIENT SE REFUGIER, ILS IRAIENT DANS LA ZONE HUMANITAIRE DE SECURITE PROPOSEE OU DANS L'UN OU L'AUTRE DES PAYS VOISINS. DANS L'UN OU L'AUTRE CAS ET COMPTE TENU DE QUI VIENT D'ETRE EXPLIQUE, NOUS NE VOYONS PAS POURQUOI ON DEVRAIT FAIRE PORTER AU FPR LA RESPONSABILITE DE CE FLUX DE REFUGIES DONT IL N'EST PAS LA CAUSE.

  
SIGNE GENERAL MAJOR PAUL KAGAME

KIGALI, 10 JULY 1994

TO THE ATTENTION OF GENERAL LAFOURCADE  
COMMANDER OF OPERATION TURQUOISE  
GOMA, REPUBLIC OF ZAIRE

WE HAVE TAKEN NOTE OF YOUR MESSAGE DATED 9 JULY.

LIKE YOU, WE ARE GLAD THAT THERE HAVE BEEN NO INCIDENTS BETWEEN OUR FORCES AND HOPE THAT THE INSTALLATION OF A LIAISON OFFICER EQUIPPED WITH COMMUNICATIONS MEANS WILL REINFORCE THIS CLIMATE.

WITH REGARD TO THE CONTENTS OF YOUR MESSAGE, WE THINK THEY JUSTIFY OUR POSITIONS, EXPRESSED ON NUMEROUS OCCASIONS, TO THE EFFECT THAT OPERATION TURQUOISE HAD A POLITICAL AIM UNDER THE COVER OF A HUMANITARIAN OPERATION.

INDEED, DURING OUR PRESS CONFERENCE IN KIGALI ON 5 JULY, THE RPF ANNOUNCED ITS INTENTION TO DECLARE A UNILATERAL CEASE-FIRE WHICH WOULD NOT ESTABLISH THE IMPUNITY OF THE AUTHORS OF THE GENOCIDE AND OTHER ABOMINABLE CRIMES AGAINST HUMANITY. THE AIM OF THIS CEASE-FIRE WOULD NOT BE EITHER TO OFFER THOSE CRIMINALS A SPRINGBOARD TO POWER, AS SEEM TO SUGGEST ALL THOSE WHO STRIVE FOR THE NEED FOR A POLITICAL AGREEMENT WITH THEM.

THE FIGHTING WOULD CONTINUE ONLY IF THE FORMER GOVERNMENTAL FORCES OR ANY ONE ELSE REJECTED THE OFFER OF A CEASE-FIRE AND, IN ANY CASE, THE FIGHTING WOULD NOT AIM AT UNARMED CIVILIANS. IF THE LATTER, MISLEAD BY THE PROPAGANDA FROM EXTREMISTS CIRCLES, WOULD YIELD TO PANIC AND HAVE TO TAKE REFUGE, THEY WOULD GO TO THE PROPOSED HUMANITARIAN PROTECTION ZONE OR TO SOME NEIGHBOURING COUNTRY. IN EITHER CASE AND BEARING IN MIND WHAT HAS BEEN STATED ABOVE, WE DO NOT SEE WHY THE RPF SHOULD BE MADE TO BEAR THE RESPONSIBILITY FOR THE INFLOW OF REFUGEES WHICH IT DID NOT BRING ABOUT.